

HYDROGÈNE VERT ET POWER-TO-X EN ALGÉRIE

Un écosystème propice à l'investissement

Grâce à son gisement exceptionnel en énergies renouvelables et à sa proximité géographique avec l'Europe, l'Algérie consolide sa position de destination phare pour les investissements dans la transition énergétique. C'est ce qui ressort d'un guide récent publié par la Coopération internationale allemande (GIZ) et la Chambre de commerce et d'industrie algéro-allemande (AHK Algérie). P 3



**LE PREMIER MINISTRE
MALIEN ATTENDU
AUJOURD'HUI À ALGER**

**Cap sur le
renforcement de la
coopération
économique**

Le Premier ministre du Mali, le Général de Division Abdoulaye Maïga, est attendu aujourd'hui à Alger pour une visite de travail, à l'invitation de son homologue algérien, Sifi Ghrieb. Ce déplacement, riche en symboles, couronne une initiative diplomatique algérienne engagée de longue date et s'annonce comme une nouvelle étape dans la relance des relations bilatérales, portée par la volonté d'Alger et de Bamako de redynamiser leur partenariat économique.

P 2

GAZ NATUREL

**La production
algérienne repart à la
hausse**

La production algérienne de gaz naturel a enregistré une nette progression au premier semestre 2026, confirmant le redressement de l'activité gazière après le ralentissement observé au cours des deux dernières années. Selon les données de l'Energy Research Unit, basée à Washington, la production a atteint 54,01 milliards de mètres cubes (m³) entre janvier et juin, contre 51,81 milliards de m³ durant la même période de 2025, soit une hausse de 2,2 milliards de m³ ou 4,2 %.

P 3

LIGNE MINIÈRE EST

**Le partenaire chinois
s'engage à accélérer
les travaux**

Le partenaire chinois chargé de la réalisation de plusieurs tronçons de la ligne minière Est a réaffirmé son engagement à renforcer les moyens mobilisés et à accélérer le rythme des travaux, afin de respecter les délais fixés pour l'achèvement de ce projet stratégique reliant Annaba à Tébessa sur 422 km.

P 2

**CAMP D'ÉTÉ NATIONAL DESTINÉ AUX JEUNES
DES WILAYAS FRONTALIÈRES**

**Cinq projets d'entrepreneuriat
lauréats** P 2

INVESTISSEMENT

**Les autorités locales
renforcent l'accompagnement
des investisseurs** P 4

VIGILANCE SÉCHERESSE

**Préserver les ressources en
eau pour protéger la santé
publique** P 16

CAMP D'ÉTÉ NATIONAL
DESTINÉ AUX JEUNES
DES WILAYAS
FRONTALIÈRES

Cinq projets
d'entrepreneuriat
lauréats

Les activités du camp d'été national de l'entrepreneuriat, destiné à 250 jeunes issus des wilayas frontalières et organisé par le ministère de la Jeunesse, en coordination avec le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ont pris fin samedi soir à Alger avec la désignation des lauréats.

La cérémonie de clôture de ce camp, organisé du 18 au 22 août au pôle universitaire de Sidi-Abdellah, a été marquée par l'annonce des cinq meilleurs projets présentés durant le camp et ayant été choisis pour bénéficier d'un accompagnement en vue de leur concrétisation sous forme de micro-entreprises.

Il s'agit du projet "Tarchidi", visant à rationaliser et à assurer le suivi en temps réel de la consommation énergétique, de la wilaya d'Ouargla, du projet "Avonix", dédié à l'utilisation de bactéries naturelles dans les produits cosmétiques, de la wilaya de Naâma, du projet "Compost", afin de promouvoir l'utilisation des engrais organiques, de la wilaya d'El Oued, du projet "KidsBuy", destiné à rationaliser et à assurer un contrôle parental des dépenses des enfants, de la wilaya de Tébessa, ainsi que du projet "Soufibre Soap", dédié à la production de savon biologique sous forme de feuilles de papier, de la wilaya d'El Tarf.

Dans une déclaration à l'APS, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a souligné que "ce camp tend à intégrer les jeunes dans la dynamique économique et de développement afin de relever les défis géopolitiques", insistant sur "la poursuite de l'accompagnement des projets lauréats et de l'ensemble des jeunes adhérents aux clubs d'entrepreneuriat".

R E.

LE PREMIER MINISTRE MALIEN ATTENDU AUJOURD'HUI À ALGER

Cap sur le renforcement de la coopération économique

Le Premier ministre du Mali, le Général de Division Abdoulaye Maïga, est attendu aujourd'hui à Alger pour une visite de travail, à l'invitation de son homologue algérien, Sifi Ghrieb. Ce déplacement, riche en symboles, couronne une initiative diplomatique algérienne engagée de longue date et s'annonce comme une nouvelle étape dans la relance des relations bilatérales, portée par la volonté d'Alger et de Bamako de redynamiser leur partenariat économique.

Par Selma R.

Le Chef du Gouvernement malien, porteur d'un message destiné au Président Abdelmadjid Tebboune, sera reçu en audience par le Président de la République et aura des séances de travail avec son homologue, Sifi Ghrieb. Les deux délégations examineront, à cette occasion, les voies et moyens de consolider leur coopération dans plusieurs secteurs d'intérêt commun. Cette visite fait suite, rappelle-t-on, à un entretien téléphonique tenu le 9 août dernier à l'initiative d'Alger, qui a ainsi ouvert la voie à ce rapprochement en privilégiant le dialogue et la concertation. Elle intervient dans le sillage de mesures de rapprochement décidées par les deux pays, notamment le retour des ambassadeurs à Bamako et à Alger, ainsi que la réouverture mutuelle de leurs espaces aériens, une dynamique dans laquelle la diplomatie algérienne a joué un rôle moteur.

Cette rencontre au sommet ne se limite cependant pas à sa portée diplomatique : elle devrait permettre à l'Algérie d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique avec le Mali, dans un esprit de bon voisinage et de solidarité qu'Alger n'a cessé de promouvoir. Les discussions porteront ainsi sur les moyens de consoli-

der les échanges dans des domaines d'intérêt mutuel, au bénéfice des deux peuples, mais avec des retombées attendues particulièrement favorables pour les opérateurs économiques algériens en quête de nouveaux débouchés.

Cette dynamique bilatérale s'inscrit toutefois dans un cadre plus large, celui d'une politique de voisinage algérienne dont les effets dépassent le seul Mali : la normalisation des relations entre Alger et Bamako, engagée depuis le retour des ambassadeurs et la réouverture des espaces aériens le 10 juillet 2026, s'annonce en effet comme un facteur de stabilisation et de relance économique pour l'ensemble de la région sahélienne, portée par l'initiative algérienne.

Ainsi, la réouverture de la liaison aérienne directe entre Alger et Bamako ne profite pas seulement au Mali : elle repositionne surtout l'Algérie comme point de transit incontournable entre le Sahel et la Méditerranée, au bénéfice de ses propres opérateurs économiques autant que de ceux de la sous-région. En redonnant vie à cet axe, Alger consolide son rôle de porte d'entrée pour un espace sahélien en quête de débouchés vers le nord, confirmant sa position de puissance de référence dans la région.

Ce rôle régional se lit plus nettement en-

core à travers la route transsaharienne, dont l'Algérie a déjà réalisé, sur ses seuls deniers, 2 400 des quelque 10 000 kilomètres du tracé reliant l'Algérie, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Tunisie et le Tchad. La tenue à Alger, en juin 2026, de la 77^e session du comité de liaison de cette route témoigne de la volonté algérienne de transformer cette infrastructure, portée depuis des décennies par le pays, en un véritable corridor économique continental, et non plus seulement en un axe de transit. Pour des pays enclavés comme le Mali, le Niger ou le Tchad, cette route représente en effet un accès stratégique aux ports méditerranéens, un accès que seule l'Algérie est en mesure de leur offrir.

La même dimension régionale se retrouve dans le projet de dorsale de fibre optique transsaharienne, porté par l'Algérie pour relier son territoire au Mali, à la Mauritanie, au Niger, au Nigeria et au Tchad. Avec 2 600 kilomètres déjà posés entre Alger et In Guezzam, ce projet dépasse également le seul cadre algéro-malien : il vise à connecter l'ensemble des économies sahéliennes aux réseaux internationaux de télécommunications via l'infrastructure algérienne, faisant ainsi de l'Algérie un pivot numérique incontournable pour une région où la connectivité reste un défi majeur.

LIGNE MINIÈRE EST

Le partenaire chinois s'engage à accélérer les travaux

Synthèse Z R.

Le partenaire chinois chargé de la réalisation de plusieurs tronçons de la ligne minière Est a réaffirmé son engagement à renforcer les moyens mobilisés et à accélérer le rythme des travaux, afin de respecter les délais fixés pour l'achèvement de ce projet stratégique reliant Annaba à Tébessa sur 422 km. Cet engagement a été confirmé hier par le président du conseil d'administration de la China Road and Bridge Corporation (CRBC), Du Fei, lors de sa rencontre avec le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, consacrée au suivi de l'avancement du projet. La rencontre intervient, indique le ministère dans un communiqué, quelques jours après la visite de terrain effectuée par le ministre,

du 15 au 17 août, dans les différents chantiers de la ligne minière de l'Est. Cette visite avait permis de constater l'état d'avancement des travaux et d'identifier plusieurs points nécessitant un renforcement et des mesures correctives. Dans le prolongement de cette démarche, le responsable de la CRBC s'est rendu les 21 et 22 août sur le tronçon reliant Bouchegouf (Guelma) à Dréa (Souk Ahras), long de 121 km. Il y a inspecté les différents chantiers et évalué l'avancement des travaux, avec une attention particulière accordée aux ouvrages d'art. À l'issue de cette visite, une réunion de coordination s'est tenue au siège du ministère, en présence de cadres centraux et de responsables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires. Les discussions ont porté sur les

principales contraintes relevées sur le terrain et sur les mesures à mettre en œuvre pour accélérer l'exécution. Le partenaire chinois s'est engagé à respecter strictement les instructions formulées par le ministre et à renforcer les chantiers avec les moyens supplémentaires nécessaires. Cette mobilisation concernera notamment les équipements, les matériels et les effectifs affectés aux travaux. L'amélioration des accès aux chantiers figure également parmi les engagements pris, notamment en prévision des conditions météorologiques des prochaines saisons automnale et hivernale. Cette mesure vise à garantir la continuité des travaux et à éviter que les difficultés d'accès ne ralentissent l'exécution du projet.

La coordination entre les différentes entreprises intervenant sur le projet devra,

en outre, être intensifiée. Il s'agit notamment de la Société nationale des travaux publics (SNTTP), de la China Communications Construction Company (CCCC) et de la China Road and Bridge Corporation (CRBC). Une meilleure coordination doit permettre d'assurer la complémentarité entre les différents chantiers et de synchroniser les opérations. Le partenaire chinois a également pris l'engagement de se conformer au calendrier de réalisation établi et de respecter les délais fixés pour l'achèvement des différentes composantes du projet. Cette mobilisation intervient alors que les autorités ont renforcé le suivi de la ligne minière de l'Est, considérée comme un projet structurant pour le développement du secteur minier et l'amélioration des capacités de transport ferroviaire dans l'Est du pays.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger

Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ovargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

HYDROGÈNE VERT ET POWER-TO-X EN ALGÉRIE

Un écosystème propice à l’investissement

Grâce à son gisement exceptionnel en énergies renouvelables et à sa proximité géographique avec l'Europe, l'Algérie consolide sa position de destination phare pour les investissements dans la transition énergétique. C’est ce qui ressort d'un guide récent publié par la Coopération internationale allemande (GIZ) et la Chambre de commerce et d'industrie algéro-allemande (AHK Algérie).

Par Z R.

En effet, le guide d’investissement dans l’hydrogène vert et les applications Power-to-X (Pt-X) en Algérie, élaboré dans le cadre du programme international H2Uppp, met en lumière les atouts du pays, les objectifs fixés par les pouvoirs publics ainsi que les opportunités offertes aux investisseurs nationaux et étrangers. Il dessine les contours d’un secteur appelé à occuper une place croissante dans la stratégie énergétique et industrielle nationale. L’Algérie dispose, selon le document, d’un avantage particulier lié à son vaste territoire, à son fort ensoleillement et à son potentiel éolien, auxquels s’ajoutent des infrastructures énergétiques et de transport déjà développées, facilitant la connexion aux marchés extérieurs.

Une stratégie nationale désormais structurée

Le gouvernement algérien a adopté en mars 2023 une stratégie dédiée au développement de la production d’hydrogène vert. Cette stratégie mobilise plusieurs secteurs institutionnels, notamment ceux chargés de l’énergie et des énergies renouvelables, des hydrocarbures ainsi que des mines et des industries minières. Le groupe Sonatrach est appelé à jouer un rôle central dans cette nouvelle filière. L’entreprise publique entend développer le secteur en association avec des partenaires et des investisseurs étrangers, avec, dans un premier temps, la mise en place de plusieurs installations pilotes d’électrolyseurs d’une capacité comprise entre 2 et 4 MW, ainsi qu’une installation de référence de 50 MW à l’horizon 2030, avec le soutien de la banque allemande KfW. Ces premières unités doivent également permettre de développer des applications Power-to-X, notamment la production d’e-méthanol, d’e-kérosène et d’ammoniac vert. En parallèle, l’Algérie prévoit de ren-

forcer la formation universitaire et professionnelle, de favoriser la fabrication locale de composants et de mettre en place un cadre juridique spécifique à la production et au transport de l’hydrogène vert et de ses dérivés.

Un objectif de 1,25 million de tonnes à l’horizon 2040

Le guide évoque un objectif de production de l’ordre de 40 TWh d’hydrogène vert entre 2030 et 2040, soit environ 1,25 million de tonnes d’hydrogène par an. Une partie importante de cette production pourrait être destinée au marché européen. Le projet d’acheminement vers l’Europe s’inscrit notamment dans la perspective du SouthH2 Corridor, qui doit relier l’Afrique du Nord à plusieurs pays européens à travers la Tunisie, l’Italie et l’Autriche jusqu’à l’Allemagne. Le document évoque également, pour les besoins de l’industrie nationale, le développement à terme de capacités pouvant atteindre 10 TWh/an d’hydrogène bleu.

30 GW de renouvelables pour alimenter 12 GW d’électrolyseurs

La réussite de cette stratégie repose toutefois sur un préalable majeur, à savoir le développement massif des capacités de production d’électricité renouvelable. Le guide souligne que la planification nationale prévoit d’atteindre 15.000 MW de capacités solaires installées d’ici 2035, sans que cet objectif ne prenne encore pleinement en compte les besoins spécifiques liés à la production d’hydrogène. Sonatrach envisage, à terme, de mobiliser 30 GW de capacités renouvelables, solaires et éoliennes, afin d’alimenter des électrolyseurs d’une capacité totale de 12 GW. Cette montée en puissance est déjà amorcée. Selon le guide, Sonelgaz a attribué 3.200 MW de projets solaires sous forme

de contrats EPC. La construction a commencé et 400 MW avaient déjà été raccordés au réseau au premier semestre 2026, portant à plus d’un gigawatt les capacités renouvelables installées dans le pays à cette période.

Le marché algérien commence par ailleurs à susciter des manifestations d’intérêt concrètes de la part d’acteurs internationaux. Lors du NAPEC organisé à Oran en octobre 2024, deux protocoles d’accord ont notamment été conclus. Le premier concernait CEPESA, qui envisageait un projet intégré associant solaire, éolien et électrolyse, avec une capacité d’électrolyse de 200 MW.

Le second portait sur des études relatives à la production d’hydrogène vert destiné à alimenter le futur corridor SouthH2. Ce projet, associant notamment VNG, SNAM, Seacorridor et Verbund, a évolué en 2025 vers ALTEH2A, l’Alliance de l’Hydrogène Algérie-Europe, dont l’objectif est d’évaluer la faisabilité technique et économique d’une production d’hydrogène vert à grande échelle en Algérie.

Un potentiel considérable, mais des investissements lourds

Le passage à une production industrielle nécessite toutefois des investissements considérables. La réalisation des objectifs implique la construction d’unités d’électrolyse, de capacités renouvelables, mais également d’infrastructures de transport et de stockage de l’hydrogène et de ses dérivés.

Le guide insiste ainsi sur la nécessité de mobiliser simultanément les financements publics et privés, de mettre en place des mécanismes de partage des risques et de garantir la « bancabilité » des projets. Pour les grands projets, la visibilité sur les débouchés commerciaux et les mécanismes de soutien au marché seront déterminants pour permettre aux inves-

tisseurs et aux établissements financiers de prendre des décisions à long terme. L’Algérie dispose néanmoins d’un argument de poids : le coût relativement avantageux de l’énergie et l’abondance des ressources renouvelables. Le guide estime que l’exploitation de zones présentant de moins bonnes conditions d’ensoleillement ou de vent pourrait encore offrir un potentiel de production très important, même avec un coût complet estimé entre 3,5 et 4 dollars par kilogramme d’hydrogène.

Un cadre d’investissement plus attractif

Pour accompagner cette nouvelle filière, l’Algérie s’appuie également sur la réforme de son cadre d’investissement. La loi n°22-18 du 24 juillet 2022 relative à la promotion de l’investissement vise notamment à faciliter l’implantation des investisseurs nationaux et étrangers et à lever plusieurs obstacles administratifs. L’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) constitue désormais l’interlocuteur central pour l’accompagnement des projets. Le dispositif prévoit notamment plusieurs régimes d’incitation, dont un régime sectoriel applicable aux énergies renouvelables, un régime destiné aux investissements réalisés dans certaines zones du pays et un régime réservé aux investissements structurants. Pour les projets éligibles, des avantages fiscaux et douaniers peuvent également être accordés, notamment des exonérations douanières et de TVA durant certaines phases du projet.

Le guide rappelle par ailleurs que la réforme du cadre d’investissement a supprimé, dans la majorité des secteurs, l’ancienne limitation de la participation étrangère à 49 %, permettant désormais aux entreprises étrangères de détenir jusqu’à 100 % du capital, à l’exception des secteurs considérés comme stratégiques.

GAZ NATUREL

La production algérienne repart à la hausse

Par Réda Hadi

La production algérienne de gaz naturel a enregistré une nette progression au premier semestre 2026, confirmant le redressement de l’activité gazière après le ralentissement observé au cours des deux dernières années. Selon les données de l’Energy Research Unit, basée à Washington, la production a atteint 54,01 milliards de mètres cubes (m³) entre janvier et juin, contre 51,81 milliards de m³ durant la même période de 2025, soit une hausse de 2,2 milliards de m³ ou 4,2 %. Ce niveau constitue le meilleur résultat enregistré par l’Algérie au premier semestre depuis 2023. La production s’était alors établie à 54,72 milliards de m³, après 49,23 milliards en 2022, avant de reculer à 53,61 milliards en 2024 puis à 51,81 milliards en 2025. L’évolution enregistrée cette année traduit ainsi un retour à une trajectoire plus favorable, dans un contexte où le gaz naturel de-

meure au cœur de la stratégie énergétique et des recettes d’exportation du pays. Cette progression intervient alors même que la demande intérieure continue de croître. La consommation nationale de gaz a augmenté de 6,3 %, passant de 26,81 milliards de m³ au premier semestre 2025 à 28,49 milliards de m³ sur les six premiers mois de 2026. Elle a ainsi absorbé près de 53 % de la production nationale, ce qui illustre le poids considérable du marché intérieur dans l’équilibre gazier algérien. La principale source de cette demande reste la production d’électricité, secteur particulièrement dépendant du gaz naturel, qui assure près de 99 % du mix de production électrique. La progression de la consommation est donc directement liée à l’augmentation des besoins en électricité, notamment durant les périodes de forte chaleur, mais également à l’extension des activités économiques et industrielles. Face à cette équation entre hausse de la demande intérieure et né-

cessité de préserver les capacités d’exportation, l’Algérie mise de plus en plus sur les énergies renouvelables. Le développement du solaire doit permettre de réduire progressivement la consommation de gaz destinée à la production électrique et, à terme, de dégager des volumes supplémentaires pour les marchés extérieurs. Cette orientation s’est concrétisée en mai dernier avec l’inauguration des deux plus grandes centrales solaires du pays, totalisant 400 mégawatts. Ces installations s’inscrivent dans la première phase du programme national visant à développer les capacités photovoltaïques et à ajouter 3,2 gigawatts de capacités solaires à l’horizon 2027. L’enjeu est double : diversifier le mix énergétique national et renforcer la disponibilité du gaz naturel destiné à l’exportation. Dans un marché européen toujours soucieux de diversifier ses sources d’approvisionnement, l’Algérie dispose ainsi d’un atout stratégique, no-

tamment grâce à ses infrastructures de transport par gazoduc et à ses capacités de production de GNL. Les exportations algériennes de gaz naturel, par gazoduc et sous forme de GNL, ont progressé de 2,4 % au premier semestre 2026, atteignant 23,97 milliards de m³, contre 23,40 milliards de m³ un an auparavant. Cette hausse est essentiellement portée par les exportations acheminées par gazoduc, qui constituent la principale composante des ventes algériennes à l’étranger. En juin, les volumes exportés par gazoduc ont atteint 3,06 milliards de m³, contre 2,95 milliards un an plus tôt. À l’inverse, les exportations de GNL ont reculé, notamment en raison des opérations de maintenance. Elles se sont établies à 4,47 millions de tonnes au premier semestre, en baisse de 6,5 %, soit l’équivalent d’environ 6,1 milliards de m³. Malgré cette contraction, les exportations de GNL ont connu une amélioration au deuxième trimestre, avec 2,43 millions de tonnes expédiées.

ÉTABLISSEMENTS
D’ENSEIGNEMENT
SPÉCIALISÉS
**40 000 élèves seront
pris en charge durant
l’année scolaire 2026-
2027**

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a indiqué, samedi dans un communiqué, que 40.000 élèves seront pris en charge durant l'année scolaire 2026-2027 au niveau des établissements d'enseignement spécialisés et des classes spéciales ouvertes au sein des établissements relevant du secteur de l'Education nationale. Le secteur "supervise un réseau institutionnel spécialisé dans l'éducation et l'enseignement, composé de 242 établissements d'enseignement spécialisés et de 30 annexes répartis à travers le territoire national, outre l'encadrement de 1.545 classes spéciales actuellement ouvertes au sein des établissements de l'Education nationale", précise le communiqué, ajoutant que ce "nombre sera renforcé par plus de 200 nouvelles classes spéciales qui seront ouvertes au titre de l'année scolaire 2026-2027". A ce titre, "40.000 élèves seront pris en charge durant la prochaine année scolaire, encadrés par un personnel pédagogique pluridisciplinaire comptant plus de 15.000 encadrants", selon la même source. Par ailleurs, le ministère "a lancé un guide des procédures et dispositions relatives à la rentrée scolaire 2026-2027, qui comprend neuf axes principaux : l'organisation et l'amélioration des conditions de prise en charge, les dispositions pédagogiques, les activités sportives, artistiques, culturelles et récréatives, l'intégration en milieu scolaire ordinaire, le soutien scolaire, les infrastructures et équipements pédagogiques, la formation, le système d'information, ainsi que le contrôle, le suivi et l'inspection".

R E.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE AVEC LE TCHAD, LA CÔTE D’IVOIRE ET LE BÉNIN

Les dossiers au cœur d’une réunion sectorielle

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion de la commission de coordination sectorielle au siège du ministère, consacrée à l'examen et au suivi de plusieurs questions et dossiers liés au partenariat et à la coopération avec la République du Tchad, la République de Côte d'Ivoire et la République du Bénin, indique un communiqué du ministère de l'Énergie. Cette réunion, à laquelle ont pris part plusieurs cadres centraux du ministère ainsi que des responsables du groupe Sonelgaz, a permis d'examiner une série de présentations et de dossiers inscrits à l'ordre du jour, ainsi que de faire le point sur les échanges et les consultations en cours entre les différentes parties concernées, ajoute la même source.

L'état d'avancement des projets sur le terrain actuellement en cours de réalisation, ainsi que des dossiers à l'étude, a également été évalué. Dans ce contexte, le ministre a donné plusieurs instructions et orientations visant à accélérer le traitement des dossiers concernés et à renforcer la coordination et la concertation entre les différentes structures concernées. Il a également été souligné la nécessité d'assurer un suivi rigoureux et régulier des différents projets susmentionnés, de veiller à la mise en œuvre des engagements convenus, au service des intérêts communs, et de renforcer l'élargissement des perspectives de coopération dans le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables.

R E.

CÉLÉBRATION DU MAWLID ENNABAOU

Le ministère de la Santé met en garde contre l’usage des produits pyrotechniques

Le ministère de la Santé a mis en garde, dimanche dans un communiqué, contre l'usage des produits pyrotechniques à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, soutenant que ces produits représentent un réel danger, pouvant provoquer de graves accidents. Selon le ministère, "l'usage des pétards et des feux d'artifice, notamment à proximité des habitations, des véhicules et des matières inflammables pourrait provoquer des incendies, outre des blessures et des brûlures graves susceptibles d'affecter les mains, les doigts, les bras, le visage et les yeux, ce qui risque d'entraîner des déformations, des cicatrices et des séquelles permanentes". L'usage des produits pyrotechniques peut

également entraîner "l'amputation des doigts ou des membres à la suite de l'explosion des pétards lorsqu'ils sont tenus ou manipulés", ainsi que "de graves blessures aux yeux pouvant, dans les cas les plus sévères, entraîner une perte de la vue". Le communiqué a relevé aussi que "les nuisances liées au bruit et aux explosions sont susceptibles d'affecter la santé ainsi que le bien-être psychologique et physique des personnes et de provoquer des troubles auditifs, notamment chez les enfants, les personnes âgées, les malades et les femmes enceintes". En cas de blessure, le ministère préconise un nombre de mesures à observer, notamment "refroidir la zone brûlée avec de l'eau courante et tiède pendant 15 mi-

nutes, ne pas appliquer directement de la glace sur la brûlure et éviter d'utiliser des remèdes traditionnelles ou les produits et préparations non destinés au traitement des brûlures". Le ministère recommande également de se rendre immédiatement au service des urgences médicales le plus proche en cas de "brûlures graves, de blessures aux yeux, au visage ou aux mains, ou en cas de complications", invitant, par ailleurs, les citoyens à célébrer cette fête "dans une atmosphère de joie, de sérénité et de fraternité, loin des comportements dangereux susceptibles de transformer les moments de joie en accidents douloureux aux conséquences regrettables".

APS

INVESTISSEMENT

Les autorités locales renforcent l’accompagnement des investisseurs

rer le rythme de réalisation », ajoute le communiqué. Les mêmes services s'emploient également, selon le communiqué, à « établir des canaux de communication permanents avec les investisseurs, à travers l'organisation de rencontres périodiques pour les recevoir et écouter leurs préoccupations, et à œuvrer à lever les obstacles susceptibles d'entraver la concrétisation de leurs projets ».

Ces efforts s'inscrivent, conclut le communiqué, « dans le cadre d'une démarche intégrée visant à soutenir l'investissement productif, à accélérer la concrétisation des projets et à créer une véritable valeur ajoutée, contribuant ainsi à dynamiser l'activité économique au niveau local, à créer de la richesse et à générer de nouveaux emplois ».

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Août 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كغ	
		معدل Moyenne	اعلى Maximum	ادنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	99	110	87	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	75	91	60	الطماطم	
	Oignon sec	82	91	72	البصل الجاف	
	Ail sec	726	828	624	الثوم الجاف	
	Carotte	109	122	96	الجزر	
	Navet	164	182	147	اللفت	
	Poivron	129	145	114	الفلفل الأخضر	
	Piment	138	157	119	الفلفل الحار	
	Courgette	79	90	67	الكوسة	
	Haricot vert	227	250	203	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	139	110	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	433	539	326	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	518	629	407	التمر	
	Banane	696	723	670	الموز	
	Melon	87	100	75	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	70	81	60	البطيخ الأحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2071	2226	1915	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	507	522	492	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	103	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,60	-6,24	7,35	7,54	13500	4 657 500,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,19	0,27	116,43	-	1193	972 295,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,17	7,56	7,64	38870	54 418 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	NC	0,00	0,06	1,10	6,68	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2050,00	0,00	-1,28	-7,17	8,50	8,54	9074	18 601 700,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,09	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-2,55	-1,82	1,14	8,52	0	0,00

Le devenir de l’industrie automobile mondiale et l’avancement du cas algérien

Pour élaborer la présente réflexion, nous avons pris appui sur deux documents finement construits pour éclairer l’observateur averti

2^e partie et fin

Par MEKSEN Rachid (*)

Alors que les pays historiques européens réévaluent leur compétitivité industrielle face à la baisse des ventes intérieures et à l’électrification, des pays émergents comme l’Algérie tentent de passer d’une dépendance absolue aux importations à la constitution de hubs de production régionaux. A ce stade, on rappelle brièvement l’enchaînement des étapes parcourues depuis 2014.

2.1 Premier cycle industriel raté (2014-2020)

Un cadre réglementaire mis en place à partir de 2014 avait permis l’installation d’usines de montage (Renault à Oran, Volkswagen/Sovac à Relizane, Hyundai à Tiaret, Kia). Ce cycle s’est soldé par un échec : les sites, souvent qualifiés d’« usines tournevis » ou de « hangars de gonflage de pneus », se limitaient à un assemblage de kits importés (CKD) sans réelle intégration locale. Plusieurs ont fermé après 2019-2020, dans le sillage de procédures judiciaires anti-corruption (Sovac, groupe Tahkout).

2.2 Nouveau cadre réglementaire (2022-2023) et reprise (2023-2026)

Un décret exécutif de novembre 2022 a subordonné l’agrément des constructeurs à des taux d’intégration locale progressifs : 10 % après la 2^e année, 20 % après la 3^e, jusqu’à 40 % à la 5^e année. Un décret présidentiel d’octobre 2023 a précisé la méthode de calcul ; un groupe de travail interministériel a été installé début 2026 pour élaborer un référentiel national normalisé. Des signes concrets de redémarrage se font jour :

- investissements locaux en R&D et création d’emplois ;
- partenariats stratégiques avec des fabricants étrangers (transfert de technologies) ;
- programmes de formation pour techniciens et ingénieurs ;
- amélioration des infrastructures routières et logistiques ;
- incitations fiscales et subventions pour l’intégration locale.

2.3 Obstacles structurels persistants

Le ministère de l’Industrie reconnaît en 2026 des difficultés significatives :

- usines héritées du premier cycle, obsoletés et nécessitant une remise à niveau complète ;
- déséquilibre offre/demande : en 2025, encore plus de 54 000 véhicules d’occasion récents et ≈ 42 000 véhicules neufs importés ;
- freins fonciers pour l’implantation de nouveaux sites ;
- intégration locale encore limitée — la chaîne de sous-traitance nationale reste à construire ;
- marché national estimé à ≈ 500 000 véhicules/an, contre ≈ 250 000 mis en cir-

Indicateur	Échelle / Zone	Valeur & Tendance (2025–2026)	Source / Remarque
Production mondiale	Mondiale	> 94 millions d'unités en 2025	Reprise portée par la zone Asie-Pacifique (57 %)
Part des VE / Hybrides	Mondiale	21 % de la fabrication globale	Montée des réglementations CO ₂
Ventes France (Neuves)	France	~1,63 million d'immatriculations en 2025	En baisse continue (vs 2,11 M en 2017)
Production FIAT Tafraoui (Oran)	Algérie	17 000 (2024) ~53 000 à 60 000 (2025)	Objectif : 90 000 véhicules/an en 2026
Importations globales	Algérie	96 418 véhicules	54 418 d'occasion (-3ans) et ~42 000 neufs/an
Besoins du marché national	Algérie	400 000 à 500 000 véhicules/an	Déficit d'offre résiduel sur le marché local

Chiffres clés du secteur automobile (2025-2026)

culation en 2023. Mise en perspective avec le CAE : la France cherchait à inverser une érosion déjà installée ; l’Algérie tente de construire une industrie compétitive par une politique volontariste d’intégration locale — approche proche du scénario « amélioration de la compétitivité », dont le succès dépendra de la capacité à générer les économies d’échelle locales (compétences, fournisseurs, transfert technologique). L’avenir de l’industrie automobile mondiale se joue sur un arbitrage permanent entre compétitivité-coûts, contraintes commerciales et exigences climatiques. Pour les pays producteurs historiques comme la France, la priorité identifiée par les experts est la baisse des coûts et le gain de productivité plutôt que le protectionnisme, dont les effets attendus sont limités. Pour l’Algérie, qui aborde la question sous l’angle inverse — la construction d’une filière industrielle nouvelle —, l’expérience 2014-2020 a montré les limites d’un assemblage sans intégration réelle. Le cadre 2022-2026, plus exigeant en matière de taux d’intégration locale et porté par l’arrivée de constructeurs asiatiques, marque une inflexion réelle. La réussite de la transition « du statut de marché de consommation à celui de plateforme de production et d’exportation » reste toutefois conditionnée à la résolution des obstacles fonciers, industriels et de compétitivité. À l’avenir, le succès dépendra de la capacité du pays à attirer des investissements étrangers tout en développant une base industrielle solide. La collaboration entre le gouvernement, les acteurs économiques et les institutions éducatives sera déterminante. Une transition réussie pourrait transformer le paysage économique algérien et servir de modèle pour d’autres pays en développement.

3. La pénétration chinoise du marché européen

L’un des facteurs majeurs de recomposition du marché européen depuis 2023-2026 est l’essor des importations et des

investissements chinois. Cette dynamique redéfinit les rapports de force commerciaux, industriels et technologiques.

3.1 Le basculement de 2025-2026

- 1105 806 véhicules neufs importés de Chine vers l’UE en 2025 (15,1 milliards d’euros) ; 1 002 742 fabriqués en Chine (13,7 Md€).
- 42,9 % des véhicules importés fabriqués en Chine sont des BEV (100 % électriques) ; environ 7 % de part du marché automobile total de l’UE pour les véhicules Made in China.
- Rapport de force asymétrique : l’UE exporte 161 514 véhicules vers la Chine contre 1 105 806 importés (ratio 1 pour 7).
- T1 2026 : +84,7 % d’exportations chinoises vers l’Europe (≈ 438 400 unités).
- Part de marché 2026 : ≈ 16 % pour les constructeurs chinois en Europe (Reuters, août 2026) : ≈ 25 % sur les BEV.
- BYD : ≈ 7 % des BEV en janvier 2026 ; 141 500 immatriculations en juin 2026 (10 % du marché mensuel, +131 %).

3.2 Du modèle d’exportation à l’ancrage local

Le modèle historique « Produire en Chine → Exporter vers l’Europe » (porté en partie par les constructeurs occidentaux) cède la place à un modèle émergent : « Investir en Europe → Produire en Europe → Intégrer les chaînes de valeur ». Selon l’AIE, la part des marques chinoises dans les importations depuis la Chine est passée d’environ 50 % en 2023 à plus de 70 % en 2025. Les principaux acteurs sont BYD, SAIC/MG, Geely, Chery, Leapmotor, XPeng et Dongfeng. Les droits compensateurs européens se heurtent à une limite structurelle : les constructeurs chinois les contournent en produisant sur place : usine SAIC/MG à Ferrol (Espagne, 2026) — ≈ 200 M€ d’investissement, capacité de 120 000 véhicules/an, ≈ 2 300 emplois.

3.3 Enjeu technologique et géoéconomique

La voiture électrique est devenue une plateforme technologique réunissant batteries, semi-conducteurs, logiciels, intelligence artificielle, capteurs, géolocalisation, connectivité, cloud et données. L’enjeu n’est plus seulement de vendre des véhicules, mais de déterminer qui contrôlera les technologies, les données et les chaînes de valeur de la voiture européenne de demain. Dépendance en sept dimensions : matières premières ; batteries ; systèmes de gestion de batterie (BMS) ; composants électroniques ; chaînes d’approvisionnement ; logiciels embarqués ; conduite intelligente. L’enchaînement stratégique observé — marché européen → parts de marché → investissements → production locale → maîtrise des chaînes et des technologies → dépendance industrielle → influence géoéconomique — soulève un risque systémique. La voiture connectée intègre GPS, caméras, microphones, connexion Internet et mises à jour à distance. La question porte sur le risque lié à la dépendance d’une part croissante du parc automobile européen envers un pays tiers. En guise de synthèse, la pénétration chinoise s’articule sur quatre niveaux :

- commercial (gain rapide de parts de marché, notamment en électrique) ;
- industriel (implantation d’usines sur le sol européen) ;
- technologique (maîtrise des batteries, de l’IA et du logiciel) ;
- géopolitique (création d’un levier d’influence économique et industrielle durable).

Il semble à travers cette fresque de l’évolution de l’industrie automobile que les menaces sont plus présentes du côté européen avec leur lot de lourdeurs réglementaires et de coordination entre les pays membres, parallèlement la Chine réussit à transgresser positivement à son profit les règles de fonctionnement de son administration pour assurer son expansion sur le territoire européen.

(*) Economiste, ancien haut fonctionnaire.

BOUMERDÈS

Raccordement de 21 nouveaux établissements scolaires aux réseaux d’électricité et de gaz

Un projet de raccordement de 21 nouveaux établissements scolaires des trois cycles d'enseignement aux réseaux d'électricité et de gaz, est en cours de réalisation dans la wilaya de Boumerdes, à-on informé samedi de la Société de distribution de l'électricité et du gaz locale. Le directeur local de la Société, Hamza Sahli, a précisé que ces opérations de développement s'inscrivent dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2026/2027, pour lequel divers projets ont été programmés et sont en cours de réalisation en coordination avec les directions de l'éducation et des équipements publics, ainsi qu'avec les communes. M. Sahli a ajouté que les établissements scolaires concernés par ces raccordements à l'électricité et au gaz comprennent 9 groupes scolaires et écoles primaires, 8 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 4 lycées, répartis sur 8 communes, à savoir Boumerdès, Boudouaou, Boudouaou al-Bahri, Hammadi, Zemmouri, Naciria, Bordj Menaïel et Chabet-el-Ameur. Le directeur de l'entreprise a indiqué qu'une enveloppe financière avait été attribuée à ce programme de développement à partir du budget des secteurs de l'éducation et des communes concernés. Il a précisé que la réalisation de tous les projets de raccordement avait été lancé et que leur livraison aurait lieu d'ici la rentrée scolaire prochaine, dans le mais de contribuer à garantir des conditions d'accueil adéquates et de qualité aux élèves.

TIARET

Mise en service d’une station d’épuration des eaux usées dans la ville de Frenda

Une station d'épuration des eaux usées a récemment été mise en service dans la ville de Frenda (wilaya de Tiaret), à-on appris, samedi, auprès du directeur de l'Hydraulique, Laïd Aïssani. Cette infrastructure, réalisée dans le cadre du programme sectoriel pour un coût de 2 milliards de dinars, est capable de traiter 12.000 m3/ d'eaux usées/jour, soit l'équivalent de 4,3 millions de m3/an, a précisé le responsable. Il a ajouté qu'elle a été conçue pour traiter les eaux usées produites par une population estimée à 161.000 habitants, ce qui permettra de répondre aux besoins de la population de la ville de Frenda jusqu'à l'horizon 2050. Dotée d'un système de contrôle à distance, la station dispose d'équipements mécaniques et électroniques modernes installés dans ses différents compartiments et installations, notamment des bassins destinés à la réception des eaux, des bassins de prétraitement, ainsi que des bassins d'aération, de clarification et de traitement chimique. Elle comprend également des unités dédiées à l'élimination des boues et à leur séchage naturel, ainsi qu'à leur traitement mécanique et chimique, selon la même source. Cette station, réalisée à proximité des terres agricoles de la région de Letat, permettra de valoriser les eaux traitées et de les réutiliser à des fins agricoles, conformément aux orientations des hautes autorités du pays. Dans ce cadre, des consultations ont été engagées entre les autorités locales, les services techniques et les agriculteurs riverains de la station afin de lancer une étude technique pour la création d'un périmètre agricole irrigué d'une superficie de 1.300 hectares, à-on indiqué.

APS

TIZI-OUZOU

Plus d’une centaine de participants au Festival du burnous d’Ait Hidja

La 7e édition du Festival du burnous du village Aït Hidja, dans la commune d'Assi Youcef, au Sud-ouest de Tizi-Ouzou, s'est ouverte samedi avec la participation de 123 exposants de cinq wilayas exerçant différents métiers traditionnels.

Organisée par l'association "Amlouline" et sous l'égide du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), la manifestation, qui s'étalera jusqu'au 25 de ce mois d'août, est dédiée à la mémoire du défunt chanteur, Halli Ali, natif de la région et auteur de la célèbre chanson, "Idjayid jeddi avarnus" (j'ai hérité de mon grand-père un burnous). Durant quatre jours, le burnous, les différents métiers de l'artisanat traditionnel, la mémoire locale et l'environnement seront mis en valeur à travers une exposition d'artisans, des conférences, des concours, des activités interactives et des animations culturelles festives en soirée. Une démonstration du travail de la laine et de la fabrication du burnous, ainsi que des conférences sur la genèse et l'histoire de cet habit traditionnel et les rites ancestraux relatifs au travail de la laine sont au programme de ce festival. L'écotourisme est, aussi, au



programme avec une sortie à la station climatique de Tala Guilef, mi-toyenne de la localité, et une conférence autour du thème "Parc national du Djurdjura et le développement durable". Le commissaire du festival, Salem Amran, a souligné la particularité du burnous de la région qui se ca-

ractérise par ses ornements et motifs en soie, ainsi que par ses techniques de tissage complexes et spécifiques. Il a estimé que "l'institution de ce festival contribue à la préservation de ce métier en dispensant des formations aux tisseuses".

APS

MILA

Un programme de stockage de 32.500 quintaux d’ail

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila prévoit de stocker 32.500 quintaux d'ail afin d'en garantir la disponibilité sur les marchés locaux tout au long de l'année, a indiqué, samedi, le directeur intérimaire du secteur, Mohamed Bengouiten. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que 64 chambres froides

sont mises à disposition sur l'ensemble du territoire de la wilaya pour stocker l'ail produit au cours de la campagne agricole 2025-2026 et ce, dans le cadre d'un programme destiné à garantir la disponibilité de cette plante potagère sur les marchés et à en réguler les prix. Selon M. Bengouiten, 25 opérateurs activant dans cette filière participent, depuis la semaine

dernière, au programme de stockage dans la wilaya de Mila où 26.000 quintaux sont déjà emmagasinés au froid après inspection du produit et vérification des capacités de stockage par une commission spécialisée composée de représentants des différents secteurs concernés, tels que l'agriculture et le commerce, ainsi que l'Office national interprofessionnel des légumes

et des viandes (ONILEV). L'appel reste ouvert aux opérateurs souhaitant participer au programme de régulation et de stockage de ce produit jusqu'à ce que l'objectif fixé pour cette saison soit atteint, lequel dépasse la quantité stockée la saison dernière, soit 25.000 quintaux, à-on indiqué.

R E.

AFLOU

Réception de nouvelles structures pédagogiques en prévision de la rentrée scolaire

Sept (7) établissements pédagogiques, trois paliers scolaires, seront reçus, au titre de la saison scolaire 2026/2027, à travers différentes communes de la wilaya d'Aflou, ce qui contribuera à renforcer les structures éducatives et à consolider les conditions de scolarisation des élèves, ont indiqué samedi les services de la wilaya. Ces projets, aux chantiers avancés, cohérents en deux groupes scolaires, type -02, localisés au niveau de la cité 1.400 logements, d'une école primaire type-03 à la cité

des Chouhada, en sus de deux (2) collèges, l'un de type-07 en substitution à celui de Belhouari Ahmed, et l'autre de type-06 retenu à la cité 1.400 logements. Le secteur de l'éducation sera renforcé, à ce titre, par la réception de deux lycées, de capacités d'accueil de 1.000 places et 800 places pédagogiques retenues pour les cités 1.400 logements et 1.000 unités respectivement. Mettant à profit sa tournée d'inspection, le wali délégué d'Aflou, Younes Benmerah, a

affirmé que la réception de ces structures permettra d'assurer une meilleure rentrée scolaire, en sus d'autres projets éducatifs à renforcer les capacités d'accueil et l'amélioration des conditions de scolarisation. Le même responsable a indiqué que ces projets ont été retenus pour la région au diapas de l'extension urbaine et répondre aux préoccupations de la population locale.

Agence

GUELMA

Lancement d’un plan anticipé de prévention des risques des intempéries

Un plan anticipé de nettoyage des cours d'eau a été lancé à travers les 34 communes de la wilaya de Guelma dans le cadre de la prévention des risques éventuels liés aux intempéries de l'automne, à-on informé samedi auprès de la cellule de communication de la wilaya. Le responsable de cette cellule, Walid Mertani, a précisé à l'APS en marge de la mise en œuvre de ce plan que les communes de 10 daïras de la wilaya ont lancé en coordination avec les ser-

vices de l'Office national de l'assainissement (ONA) les actions et mesures de prévention des risques d'inondations dues aux pluies automnales au titre de ce plan qui fait l'objet d'un suivi minutieux de la part du wali, Samir Chibani. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports relatifs à l'hygiène de l'environnement et aux mesures visant à contenir les

risques liés aux intempéries habituellement réservés au début de l'automne de chaque année, selon la même source. Il a été ainsi procédé au curage des cours d'eau, au nettoyage des avaloirs et réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement à travers les communes, notamment celles dont les cours constituant des points noirs à l'instar d'Oued Zenati, de Tamelouka, de Hammam N'baïl, d'El Fedjoudj, de Boumahra Ahmed, de Belkheir, de

Bouhachana, de Nechmaya et d'Ain Reggada. Dans ce contexte, Abderrahmane Athmani, chargé de la gestion de la commune de Hammam N'baïl (45 km de Guelma), a fait état de l'enlèvement de 15 tonnes de déchets au cours du curage des cours d'eau et berges de l'oued traversant le tissu urbain de cette commune sur 200 mètres, assurant que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour le succès de cette opération.

APS

100 MILLIARDS DE DOLLARS

Le coût réel de la guerre contre l'Iran selon le Pentagone

L'estimation du Pentagone s'écarte considérablement du chiffre de 30 milliards de dollars annoncé publiquement par l'administration Trump.

Par Sharon Zhang (*)

La guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran a déjà coûté jusqu'à 100 milliards de dollars aux États-Unis, selon les estimations internes de l'administration Trump – soit plus de trois fois le montant avancé publiquement par cette dernière. S'appuyant sur six personnes au fait de ces estimations internes, dont trois responsables américains, la NBC rapporte que le Pentagone a estimé que le coût de cette guerre, historiquement impopulaire, se situerait entre 80 et 100 milliards de dollars si l'on tient compte des coûts opérationnels supplémentaires et du prix de remplacement des avions et autres équipements détruits.

La reconstruction de la base du Commandement central des forces navales américaines (NAVCENT) à Bahreïn, par exemple, pourrait coûter près d'un milliard de dollars après que les frappes iraniennes du début de l'année ont causé d'importants dégâts aux installations. Cette base sert de quartier général à la Marine américaine au Moyen-Orient, et les installations abritant ce quartier général, ainsi que les quais, les entrepôts et les logements militaires, nécessitent des centaines de millions de dollars de réparations, ont indiqué des sources.

Ces coûts pourraient augmenter, l'Iran ayant désormais repris ses attaques contre des sites militaires américains à travers le Moyen-Orient, en réponse à la déclara-



tion unilatérale du président américain Donald Trump annonçant la fin du cessez-le-feu. Il y a à peine deux semaines, cependant, le directeur du Bureau de la gestion et du budget, Russell Vought, a déclaré aux députés de la Chambre des représentants que le conflit avait coûté « environ 30 milliards de dollars » en citant les chiffres du Pentagone. Et ce, bien que le contrôleur financier du Pentagone, Jay Hurst, ait communiqué ce même chiffre au Congrès le 12 mai, lorsqu'il avait indiqué que la guerre avait coûté 29 milliards de dollars à ce jour.

Vought n'a fourni aucune explication quant à la raison pour laquelle ce chiffre était resté pratiquement inchangé malgré les près de six semaines de guerre qui

s'étaient écoulées entre les deux estimations de coûts. À peine une semaine avant son témoignage, la Maison Blanche avait demandé au Congrès un financement supplémentaire de 88 milliards de dollars, dont environ 72 milliards liés à la guerre. Tout au long de la guerre, les États-Unis ont dissimulé les dégâts causés aux biens américains par les forces iraniennes, rendant difficile pour des sources externes de vérifier les affirmations de l'administration concernant les coûts. Les responsables de l'administration Trump ont également fortement minimisé les coûts des opérations de guerre, voire semblé les omettre complètement dans leurs estimations, comme l'ont indiqué des sources à la NBC.

Toutefois, le chiffre de 100 milliards de dollars correspond globalement à d'autres estimations indépendantes. Le chercheur Stephen Semler a calculé la semaine dernière que la guerre avait coûté jusqu'à présent plus de 103 milliards de dollars – un montant supérieur aux budgets militaires annuels de tous les pays du monde sauf trois, a-t-il souligné.

Selon ses estimations, ce montant comprend 47 milliards de dollars pour l'achat d'armes, 29 milliards pour les opérations et 20 milliards pour les équipements détruits. Il a également constaté que 3 milliards de dollars supplémentaires avaient été consacrés à des subventions pour les bombes et les intercepteurs israéliens, et 5 milliards à d'autres coûts liés à la guerre pour d'autres agences américaines. Semler a souligné que l'administration Trump était devenue « de plus en plus effrontée dans ses mensonges concernant le coût de la guerre » et que le chiffre de 30 milliards de dollars avancé par Vought relevait de la « parodie. »

Par ailleurs, la guerre a coûté 69 milliards de dollars supplémentaires aux consommateurs américains en raison de la hausse des prix de l'essence et du gazole provoquée par la fermeture du détroit d'Ormuz pendant le conflit.

(*) Journaliste chez Truthout, où elle couvre les affaires internationales, la politique et les questions sociales. Elle est titulaire d'un master en études environnementales. Vous pouvez la retrouver sur Twitter et Bluesky.

Source : Truthout, 15-07-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Data centers, la facture cachée des promesses de l'IA

Par Dejan Glavas (*)

La commission d'enquête parlementaire sur les dépendances numériques a mis des chiffres sur l'appétit électrique de l'intelligence artificielle. Dejan Glavas propose de prolonger ce travail par une double question : « que vaut une promesse d'électricité, et qui en paie le coût quand elle n'est pas tenue ? » Le rapport remis le 15 juillet par la commission d'enquête parlementaire sur les dépendances numériques a eu un mérite immense. Il a mis des chiffres, patiemment rassemblés au fil des auditions, sur un phénomène que chacun pressentait sans le mesurer. Fin 2024, les projets de centres de données réservaient environ 5 gigawatts de puissance de raccordement en France. En mai 2026, près de 18 gigawatts étaient réservés et 28,6 gigawatts demandés. Une quinzaine de gigawatts pourraient être installés d'ici cinq ans, soit près du quart de la puissance du parc nucléaire français.

Depuis, le débat s'est organisé en deux camps. D'un côté, l'urgence écologique et l'appel à la sobriété. De l'autre, la souveraineté technologique et la crainte du décrochage. Les deux ont leurs raisons. Il était important d'y ajouter une autre

question. Combien vaut, aujourd'hui, une promesse d'électricité ? Et surtout, qui paie quand elle n'est pas tenue ? La consommation, en elle-même, n'est pas le chiffre le plus inquiétant. Les centres de données français consomment environ 2 % de l'électricité du pays et RTE juge absorbable la hausse attendue d'ici 2030. Le vrai mystère se loge dans l'écart entre les 28,6 gigawatts demandés et ce qui sera réellement construit. Une demande de raccordement ressemble à une réservation de restaurant que rien n'oblige à honorer. Les tables restent bloquées et d'autres clients patientent derrière, des usines, des industriels qui attendent leur tour pour électrifier leur production.

Ces réservations ne sont pas gratuites pour autant. Elles mobilisent des lignes, des postes, des renforcements de réseau que finance, au bout du compte, la facture d'électricité de chacun. Quand une partie des projets ne verra pas le jour, ce que le rapport lui-même anticipe, le coût de l'attente aura été payé par tous, ménages compris.

Prolonger le rapport par un prix

La commission recommande un moratoire pour les installations exploitées par

des acteurs extra-européens. La préoccupation est légitime et un temps d'arrêt peut être utile.

Un prix en serait le complément naturel. Une interdiction doit être négociée, contrôlée, défendue. Un prix s'applique à tous. Si réserver de la puissance avait un coût explicite, une partie des 28,6 gigawatts se retirerait d'elle-même, sans qu'aucune autorité ait à trancher entre les projets. Trois gestes simples suffiraient pour commencer. Rendre publique la file d'attente de raccordement, site par site, une information que RTE détient déjà. Comparer ensuite l'électricité promise à chaque projet avec ce qu'il fait réellement tourner, pour distinguer ceux qui produisent de ceux qui se contentent de réserver. Demander enfin aux exploitants quelle part de leur approvisionnement est réellement garanti par des contrats, plutôt que par des intentions.

L'Europe sait faire cela. Elle a passé quinze ans à apprendre à mesurer l'empreinte carbone des entreprises et ce chiffre imparfait, contesté, a fini par déplacer des milliards. Il suffirait d'appliquer la même méthode à l'électricité promise.

La France, avec son électricité décarbonée et un gestionnaire de réseau parmi

les plus transparents d'Europe, est idéalement placée pour montrer la voie.

Mesurer n'est pas freiner

Il y a une raison de s'y mettre maintenant. Le numérique des vingt dernières années a grandi sans jamais buter sur l'énergie. L'intelligence artificielle, elle, se heurte au réseau. Pour la première fois, une révolution technologique avance au rythme des transformateurs et des lignes à haute tension. L'électricité devient un actif stratégique et la capacité à dire ce qu'elle vaut, un avantage national. Le rapport de la commission a donné au pays les chiffres. Reste à leur donner un prix. Le débat cessera d'opposer ceux qui veulent construire à ceux qui veulent ralentir le jour où les deux camps, et les consommateurs avec eux, liront le même chiffre. Mesurer n'est pas freiner. C'est la condition pour que le capital aille là où l'électricité existe vraiment, et pour que personne ne paie les promesses que d'autres n'auront pas tenues.

(*) Directeur de l'Institut AI for Sustainability
Source: La Tribune.fr; publié le 14/08/2026

SELON LA BANQUE MONDIALE

L'économie libanaise devrait se contracter de 6,4% en raison de la guerre

La Banque mondiale a estimé vendredi que l'économie libanaise devrait se contracter de 6,4% cette année, alors que la guerre entre Israël et le Hezbollah a fait dérailler les efforts pour relancer l'économie du pays. Depuis 2019, le Liban est plongé dans une crise économique inédite, imputée par une grande partie de la population à la mauvaise gestion, la corruption, la négligence et l'inertie de la classe dirigeante en place depuis des décennies. Conséquence de la guerre au Liban, faisant plus de 4.300 morts, selon Beyrouth, "le PIB réel devrait se contracter de 6,4% en 2026, reflétant l'effondrement du tourisme, une plus faible consommation, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, une insécurité accrue et les déplacements prolongés" de population, a indiqué la Banque mondiale dans son rapport. L'inflation devrait aussi grimper, pour s'établir à 17,5% cette année. Pourtant, avant le dernier conflit, la Banque mondiale avait estimé que l'économie libanaise s'était renforcée, avec une croissance estimée du PIB réel à 4,2 % en 2025, "la plus forte depuis le début de la crise financière de 2019". "La poursuite des réformes - notamment en matière de restructuration du secteur bancaire et de gestion budgétaire - sera essentielle pour rétablir la confiance, préserver la stabilité et mobiliser les financements nécessaires à la reconstruction et à la reprise", a déclaré Dahlia Khalifa, directrice de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient

R I.

ENTREPRISES TUNISIENNES

La comptabilité peut-elle anticiper les fraudes internes ?

Entre normes de gouvernance, données comptables et dispositif de contrôle, l'anticipation de la fraude devient un enjeu de pilotage stratégique. La question n'est plus rhétorique. Selon l'étude biennale de l'Association of Certified Fraud Examiners, une organisation perd en moyenne 5% de son chiffre d'affaires annuel du fait de la fraude interne, pour une perte médiane de cent 145 000 dollars par cas recensé et un délai de détection avoisinant 12 mois. En Tunisie, l'actualité récente illustre l'ampleur du phénomène avec une acuité particulière. L'unité de recherche et de lutte contre la fraude fiscale évaluait, fin 2025, à 1,8 milliard de dinars la fraude détectée dans la seule filière du sel. Le même mois, le septième Forum de Gouvernance du Centre tunisien de gouvernance des entreprises, organisé par l'Institut arabe des chefs d'entreprise, dressait un constat sévère : 20 ans après la loi numéro 2005 - 96 sur la sécurité des relations financières, 78% des commissaires aux comptes échappent à tout contrôle disciplinaire et 96% n'ont jamais signalé le moindre soupçon de blanchiment. La comptabilité, censée être la mémoire fidèle de l'entreprise, se retrouve ainsi interrogée dans sa capacité à précéder la fraude plutôt qu'à simplement la constater a posteriori.

Agence

ÉGYPTE-LIBYE

Les études d'un oléoduc de 800 kilomètres lancées

Le Caire et Tripoli ont lancé des pourparlers techniques sur un oléoduc de huit cents kilomètres reliant Tobrouk à Alexandrie. Derrière cette infrastructure à plus d'un milliard de dollars se joue la sécurité énergétique de l'Égypte et la difficile normalisation d'une Libye toujours coupée en deux.

Synthèse R I.

Le 11 août 2026, des délégations techniques égyptienne et libyenne se sont retrouvées pour ouvrir les études d'un projet longtemps resté à l'état d'intention : un oléoduc d'environ huit cents kilomètres reliant Tobrouk, dans l'est libyen, au port méditerranéen d'Alexandrie. Le coût initial, estimé à plus d'un milliard de dollars, doit permettre d'acheminer le brut libyen vers les raffineries égyptiennes. Le projet prolonge les entretiens entre le Premier ministre égyptien Moustafa Madbouly et son homologue du gouvernement d'union nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah, qui ont fait de l'énergie le pivot d'un rapprochement bilatéral. Le projet marque un retournement pour Le Caire. Longtemps promue au rang d'exportatrice de gaz grâce au gisement géant de

Zohr, l'Égypte a vu sa production reculer et sa demande intérieure exploser, au point de redevenir importatrice nette d'hydrocarbures. La sécurisation des approvisionnements est devenue une obsession stratégique, d'autant que la facture énergétique pèse sur des finances publiques déjà tendues. Se tourner vers le voisin libyen, riche d'un brut léger prisé des raffineurs méditerranéens, offre une réponse de proximité à une vulnérabilité désormais structurelle. Pour Le Caire, l'urgence est d'abord arithmétique. L'Égypte cherche à importer au moins un million de barils de brut libyen par mois afin de compenser la réduction d'une partie de ses approvisionnements du Golfe, exposés aux risques sécuritaires autour du détroit d'Ormuz et à la tension persistante avec l'Iran. Elle veut sécuriser l'alimentation de son appareil de raffinage mé-

diterranéen par une source moins vulnérable aux aléas d'un transport maritime lointain. Un oléoduc terrestre, à la différence des tankers, offre un flux stable et politiquement lisible, moins exposé aux fermetures de détroits et aux primes d'assurance. Pour la Libye, l'intérêt est symétrique mais plus fragile. Le pays a porté sa production à environ 1,4 million de barils par jour, son plus haut niveau depuis treize ans, et cherche des débouchés à l'abri des blocages qui paralysent régulièrement ses terminaux. La liaison Tobrouk-Alexandrie permettrait de monétiser une part croissante du brut dans un cadre bilatéral, tout en obtenant en retour un accès plus sûr aux produits raffinés égyptiens pour la consommation domestique. Le mécanisme envisagé repose sur un troc implicite : des volumes de brut engagés contre une sécurité d'approvisionnement en carburants.

MAURITANIE

le chinois Jasan Group lance un projet textile de 117 millions

La filière textile égyptienne attire de nouveaux investissements étrangers, alors que le pays cherche à accroître ses exportations dans ce secteur. Le projet de Jasan Group entend créer 6000 emplois directs et destiner 90 % de sa production aux marchés internationaux. Le groupe chinois Jasan Group investira 117 millions \$ dans un complexe industriel dédié au textile et à l'habillement dans la zone industrielle de Qantara Ouest, située dans la Zone économique du canal de Suez (SCZONE). L'information a été annoncée dans un communiqué publié lundi 10 août 2026 par l'Autorité de la zone.

La première pierre du projet a été posée. Le complexe s'étendra sur 300 000 m² et sera réalisé en trois phases. Il comprendra des unités de filature, de tissage et de confection de vêtements, notamment de vêtements de sport, ainsi que des unités de fabrication de chaussettes et d'accessoires et de teinture. Selon l'Autorité, cet investissement constitue « une nouvelle étape importante dans l'attraction d'investissements industriels internationaux » et renforce la position de la zone industrielle de Qantara Ouest comme pôle spécialisé dans les secteurs de la filature, du textile et du prêt-à-porter.

À terme, le complexe devrait créer environ 6000 emplois directs. 90 % de sa production seront destinés aux marchés internationaux, ce qui en fait un projet largement tourné vers l'exportation.

Des investissements étrangers dans le textile

Le projet intervient alors que plusieurs investisseurs étrangers renforcent leur présence dans la filière textile égyptienne, notamment chinois et turcs. Le 27 avril, la SCZONE avait annoncé la signature d'un accord de 8 millions \$ avec les entreprises turques Dinamik Raus Tekstil et YILTEM Appa-

rel pour la construction d'une usine de confection dans la même zone industrielle. Le gouvernement égyptien cherche par ailleurs à accroître la contribution du secteur textile aux exportations. Le Conseil des exportations de vêtements table sur 4,4 milliards \$ d'exportations en 2026, principalement grâce au prêt-à-porter, avec un objectif de 11,5 milliards \$ par an à l'horizon 2030. Ce montant représenterait plus de quatre fois la valeur des exportations du secteur enregistrée en 2024, estimée à 2,8 milliards \$.

FORUM D'AFFAIRES MAURITANO-INDIEN

Partenariat pour envisager l'avenir

Les travaux de la première session du Forum d'affaires mauritano-indien ont débuté ce vendredi soir à Nouakchott, organisé sous le thème : « Mauritanie et Inde... Partenariat pour envisager l'avenir ». Ce forum, qui réunit plusieurs hommes d'affaires et investisseurs des deux pays, vise à renforcer la coopération et le partenariat dans divers secteurs, notamment en matière d'économie et d'investissement. Dans une allocution à cette occasion, Son Excellence le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidia, a affirmé que l'organisation de ce forum représente une étape importante dans le parcours des relations exceptionnelles entre la Mauritanie et l'Inde, et une opportunité de les élever à un niveau plus large de partenariat économique et d'investissement. Il a souligné que les relations entre les deux pays reposent sur un socle d'amitié et de respect mutuel, et aspirent aujourd'hui à faire du commerce, de l'investissement, du transfert de technologie et de l'échange d'expertises des piliers pour renforcer la coopération. Il a ajouté que le gouvernement mauritanien, conformément aux directives de Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, travaille à améliorer le climat

des affaires, à renforcer le rôle du secteur privé et à attirer des investissements productifs tout en diversifiant l'économie nationale, en créant un environnement plus attractif pour l'investissement, en développant les infrastructures, en améliorant le cadre institutionnel et juridique, ainsi qu'en simplifiant les procédures pour les investisseurs. Le ministre a mis en avant le fait que la Mauritanie offre des opportunités prometteuses dans les secteurs de l'exploitation minière, des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert, de la pêche, de l'agriculture, des infrastructures, des services logistiques, des industries de transformation, de la santé et de l'économie numérique. De son côté, le directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie, M. Tah Ahmed Maouloud, a souligné que l'Inde représente un partenaire économique, industriel et technologique important, compte tenu de son expérience dans les domaines des industries pharmaceutiques, de l'ingénierie, de l'agriculture, des industries alimentaires, de l'énergie, de l'exploitation minière, des infrastructures, de la technologie et des services numériques. Il a indiqué que ces domaines coïncident avec les potentialités économiques de la Mauritanie, en particu-

lier ses ressources minérales, sa richesse halieutique et animale, ses capacités agricoles, ses ressources en gaz naturel et en énergies renouvelables. Il a affirmé que posséder des ressources ne suffit pas si elles ne sont pas transformées en industries, chaînes de valeur, opportunités d'emploi et capacités nationales, précisant que l'ambition de la Mauritanie est de passer progressivement d'une économie largement basée sur l'extraction et l'exportation des ressources à une économie productive qui travaille à la fabrication et à la transformation d'une plus grande partie de ses ressources localement. A son tour, le vice-président de l'Union nationale du Patronat mauritanien, M. Mohamed Lafdal Ould Bettah a relevé l'importance du forum, notant que qu'il œuvre au renforcement des relations économiques et commerciales entre la Mauritanie et l'Inde, et ouvre des perspectives au secteur privé des deux pays, afin de profiter des opportunités d'investissement disponibles. Il a rappelé que la Mauritanie dispose de potentialités et d'opportunités prometteuses dans divers secteurs, tandis que l'Inde possède des expériences et des pratiques avancées qui peuvent contribuer au développement de ces secteurs.

R I.

CONNECTIVITÉ SATELLITAIRE

Le smartphone devient le nouveau verrou de l'accès en Afrique

La technologie satellitaire est de plus en plus plébiscitée pour réduire la fracture numérique en Afrique. Au-delà des différentes approches, l'adoption des services dépend largement de la capacité des populations à y accéder.

Rédaction économique/Agence

Airtel Africa a annoncé, vendredi 14 août, le lancement commercial de « Starlink Mobile » en RDC. Le service permet aux abonnés disposant d'un smartphone compatible de se connecter directement aux satellites Starlink dans les zones dépourvues de couverture mobile terrestre, sans équipement satellitaire supplémentaire. Alors que la technologie Direct-to-Device (D2D) gagne du terrain sur le continent en promettant de lever la barrière des terminaux satellitaires, une question demeure : pourra-t-elle réellement résoudre la question de l'accessibilité au plus grand nombre sur un continent où la fracture numérique reste prononcée ?

Le D2D veut lever la barrière des terminaux satellitaires

L'accès aux services satellitaires grand public repose généralement sur des équipements dédiés, comme les antennes paraboliques, les kits de réception ou les terminaux spécifiques. Avec l'expansion progressive de Starlink en Afrique, cette contrainte est devenue plus visible auprès des consommateurs, qui citent régulièrement le coût initial des équipements comme l'un des principaux freins à l'adoption de ces services. La Côte d'Ivoire illustre cette réalité. Sur ce

marché où plusieurs offres satellitaires grand public sont disponibles, Starlink commercialise deux kits à environ 247 500 francs CFA et 148 000 francs CFA. Les opérateurs télécoms MTN Côte d'Ivoire et Orange Côte d'Ivoire proposent également des solutions Internet par satellite avec des kits facturés autour de 150 000 francs CFA, hors frais d'installation. En prenant l'offre la moins chère sur le marché ivoirien, le kit « Mini » de Starlink facturé 256,7 dollars, son coût représente environ 9,2 % du revenu national brut (RNB) par habitant, estimé à 2 780 dollars en 2025 par la Banque mondiale. Rapporté à une base mensuelle, cet équipement représente l'équivalent d'environ un mois de RNB par habitant (près de 111 %). La contrainte financière apparaît encore plus importante à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, où le RNB par habitant s'élevait à 1 610 dollars en 2025. À ce niveau, le kit « Mini » de Starlink facturé 256,7 dollars représente près de 16 % du revenu. Rapporté à une base mensuelle, cet équipement équivalait à près de deux mois de RNB par habitant.

Technologie Direct-to-Device en Afrique

Si le Direct-to-Device entend supprimer la nécessité d'acquérir un terminal satellitaire dédié, il ne résout pas entièrement la question de l'accès. La technologie repose sur un autre

équipement indispensable : le smartphone. Or, son adoption demeure limitée en Afrique. Selon la GSMA, la pénétration des smartphones reste inférieure à celle observée dans les autres régions du monde. En 2024, le taux de pénétration des smartphones en Afrique s'établissait à seulement 24 % de la population, contre une moyenne mondiale de 56 %. Cette situation s'explique notamment par le coût des appareils. L'organisation estime, par exemple, que le prix médian d'un smartphone d'entrée de gamme en Afrique subsaharienne s'élevait à 39 dollars en 2024. Ce montant représentait 26 % du revenu moyen pour l'ensemble de la population. Ce ratio atteint 64 % pour les 40 % les plus pauvres et 87 % pour les 20 % les plus pauvres. Il s'établit par ailleurs à 32 % pour les femmes contre 23 % pour les hommes. À cette contrainte s'ajoute une exigence propre au Direct-to-Device : tous les smartphones ne pourront pas se connecter directement aux satellites. « Pour utiliser le service, les clients doivent disposer d'un smartphone Android compatible LTE, d'un forfait de données Airtel RDC actif ou d'une option d'itinérance de donnée activée. À l'avenir, le service sera également pris en charge sur les appareils Apple », explique Airtel Africa dans son communiqué.

SÉNÉGAL

Fortuna mise 200 millions \$ sur le potentiel aurifère autour de Diamba Sud

Avec Diamba Sud, le groupe canadien Fortuna Mining ambitionne de compter quatre mines dans son portefeuille d'ici 2028. Le projet, dont le coût est estimé à 397,5 millions \$, devrait produire 1,05 million d'onces d'or sur une durée de vie de 9,4 ans. Le lundi 10 août, Fortuna Mining a annoncé l'acquisition, pour 200 millions \$, du projet d'exploration aurifère Bambadji au Sénégal. Couvrant une superficie d'environ 190 km², cet actif est situé à proximité de Diamba Sud, la future mine d'or que développe également le groupe canadien dans le pays. Dans le dé-

tail, Bambadji est adjacent à la bordure orientale de Diamba Sud, où Fortuna Mining prévoit de mettre en service d'ici 2028 une mine capable de produire 1,05 million d'onces d'or sur une durée de vie de 9,4 ans. Les 200 millions \$ versés pour son acquisition seront répartis entre Barrick Mining et IAMGOLD, qui recevront respectivement 130,35 millions et 69,65 millions \$. Cette somme représente plus de la moitié des 397,5 millions \$ prévus pour construire Diamba Sud, un investissement important pour un actif qui ne dispose encore d'aucune ressource minérale publiée.

Fortuna mise sur le potentiel d'exploration de Bambadji

Fortuna justifie toutefois cette acquisition par l'historique d'exploration de Bambadji, qui compte déjà environ 214 000 mètres de forages. Ces travaux ont permis d'identifier plusieurs cibles jugées prometteuses, ainsi que différents styles de minéralisation aurifère similaires à ceux observés à Diamba Sud. Cette proximité géographique et ces caractéristiques communes pourraient permettre une approche à l'échelle du district, avec la possibilité d'un développement conjoint

des deux actifs à terme. « La contrepartie de 200 millions de dollars versée pour ce projet reflète la présence de multiples cibles de premier ordre identifiées par forage, l'envergure du périmètre, l'abondance des données d'exploration historiques ainsi que le potentiel d'agrandissement significatif de Diamba Sud au sein de l'un des districts aurifères les plus prometteurs d'Afrique de l'Ouest, où il est difficile de réunir des terrains de qualité », a déclaré Jorge Ganoza, PDG de Fortuna Mining.

R I.

LIBERIA

Réformes et investissements au port de Monrovia, mais des défis logistiques demeurent en aval

Monrovia comme sur plusieurs autres façades portuaires africaines, réformes et investissements se multiplient pour accroître les capacités et améliorer les performances. Mais sans lever certains handicaps structurels en amont et en aval, leurs effets sur les prix finaux pourraient rester limités. Au Libéria, deux lois consacrant l'autonomie des ports maritimes et intérieurs ont été récemment promulguées, informe la presse locale. Présentés comme des réformes destinées à renforcer l'efficacité dans le secteur, ces nouveaux textes soulèvent cependant une question centrale pour

les importateurs et les ménages : peuvent-ils contribuer à réduire le coût du passage portuaire, et par ricochet, celui des biens importés ? La réforme intervient dans un contexte où Monrovia accélère depuis 2024 les investissements dans ses infrastructures portuaires. Le plan de développement 2025-2030 dévoilé en octobre dernier par la NPA (National Ports Authority) prévoit notamment 550 millions USD pour les réseaux portuaires. Le pays a également récemment attribué à Marsa Maroc une concession couvrant la modernisation de deux jetées du port de la capitale. Ces efforts commencent à se refléter dans

les performances opérationnelles de la principale plateforme portuaire du pays. Dans le classement de la Banque mondiale publié en juin 2026, Monrovia occupe ainsi le 38e rang sur 54 ports africains, avec notamment une performance relativement bonne en matière de célérité des services aux navires. Mais l'efficacité opérationnelle dépend d'autres facteurs. Une note du département américain du Commerce publiée en 2024 faisait état de frais de manutention élevés et de problèmes de corruption dans ce port. Des contraintes qui incitent certains importateurs à se tourner vers des plateformes concurrentes,

notamment Conakry, en Guinée. A ces difficultés s'ajoute la faiblesse des infrastructures de desserte. En 2022, seulement 9 % du réseau routier libérien était revêtu, selon le National Road Fund. Le réseau ferroviaire, dont les infrastructures restent peu développées, est pour l'essentiel consacré à l'évacuation de minerai de fer. La récente prolongation de la concession d'ArcelorMittal Liberia, avec environ 800 millions USD d'investissements dans les voies ferrées et le port de Buchanan, est annoncée comme un catalyseur pour les réseaux logistiques du pays.

Agence

MALI

La reprise s'accélère à Loulo-Gounkoto avec un bond de la production d'or à mi-2026

Plus grande mine d'or du Mali avant la suspension de ses opérations début 2025, Loulo-Gounkoto reprend progressivement ses activités depuis le début de cette année. Son opérateur canadien Barrick Mining prévoit une production pouvant atteindre 362 500 onces d'or en 2026. Après avoir été largement à l'arrêt en 2025, le complexe aurifère Loulo-Gounkoto reprend progressivement ses activités au Mali. Lundi 10 août, son opérateur canadien Barrick Mining a fait état d'une production attribuable de 152 000 onces d'or au premier semestre 2026, avec des volumes en nette progression entre le premier et le deuxième trimestre. Détenu à 80 % par Barrick et à 20 % par l'État malien, Loulo-Gounkoto avait suspendu ses opérations en janvier 2025, sur fond de litige entre les deux parties autour, notamment, de l'application du nouveau Code minier adopté en 2023 par les autorités maliennes. La situation s'est prolongée pendant plusieurs mois, avant qu'un accord conclu en novembre 2025 ne permette au groupe canadien de reprendre le contrôle opérationnel du site en décembre. La production attribuable à Barrick est ainsi passée de 64 000 onces au premier trimestre 2026 à 88 000 onces au deuxième trimestre, soit une progression de 38 %. En intégrant les 20 % détenus par l'État malien, la production du complexe atteint ainsi environ 190 000 onces au premier semestre. Un niveau qui représente déjà plus de la moitié de la borne haute de l'objectif annuel de Barrick, fixé à 362 500 onces sur une base consolidée. La montée en puissance devrait se poursuivre au second semestre, le groupe anticipant une hausse des dépenses nécessaires à la reprise progressive des opérations. Malgré ces signaux encourageants, Loulo-Gounkoto reste encore loin de ses niveaux de production d'avant la suspension. En 2024, le complexe avait en effet produit 723 000 onces d'or, s'imposant comme le premier producteur industriel d'or du Mali et l'une des principales mines aurifères du continent. À ce stade, Barrick n'a toutefois pas communiqué de calendrier pour un retour à une production proche des niveaux de 2024.

Agence

GRÂCE AU BITCOIN ET AUX MINIÈRES

Wall Street retrouve des couleurs

Les indices américains ont principalement rebondi vendredi, profitant d'un regain d'appétit pour le risque porté par les valeurs minières, financières et liées aux cryptomonnaies, même si la pression reste présente sur les semi-conducteurs. A la clôture, le S&P 500 a progressé de 0,43% à 7 674,4 points, le Dow Jones a gagné 0,98% à 53 277,0 points et le Nasdaq 100 0,33% à 29 308,9 points.

Malgré cette reprise, les principaux indices restent orientés à la baisse sur l'ensemble de la semaine, dans un marché néanmoins soutenu par une participation relativement large, avec la quasi-totalité des secteurs du S&P 500 dans le vert et une bonne tenue des petites et moyennes capitalisations. Le Bitcoin a poursuivi sa récente envolée, avec une progression de plus de 20% depuis lundi qui pourrait lui permettre d'enregistrer sa meilleure performance hebdomadaire depuis plus de trois ans. Le mouvement a notamment été alimenté par d'importantes liquidations de positions vendeuses, le retour des flux vers les ETF et les perspectives d'un cadre réglementaire plus favorable aux États-Unis. Dans son sillage, Robinhood (+14%) et Coinbase (+8%) ont figuré parmi les meilleures performances

du S&P 500. Les matériaux (+2,3%) ont enregistré la meilleure performance sectorielle dans le sillage de la poursuite de l'envolée des métaux précieux, alors que l'or est remonté à un plus haut de trois mois à 4 600 dollars l'once. Le secteur de la santé (+1,4%) a également bien résisté, notamment grâce à Moderna (+9%), qui a repris une partie du terrain abandonné jeudi après l'envolée provoquée mercredi par les résultats positifs de son vaccin contre le mélanome développé avec Merck (+2%). Plusieurs nouvelles individuelles ont parallèlement soutenu la consommation discrétionnaire (+0,9%). Ross Stores (+4%) a progressé après avoir relevé ses perspectives annuelles à la suite d'un deuxième trimestre marqué par une hausse de 10% des ventes comparables, tandis que Tesla (+5%) a bénéficié

de l'autorisation accordée dans le Nevada pour développer ses services de robotaxis dans le comté de Clark. Les semi-conducteurs sont restés la principale exception à cette amélioration, avec un PHLX Semiconductor en baisse d'environ 0,5%, portant son recul hebdomadaire à près de 6% après le puissant rebond enregistré la première quinzaine d'août. Cette faiblesse continue de peser sur la technologie (+0,0%), même si les logiciels ont retrouvé quelques couleurs et permis de limiter le repli du secteur. Sur le plan macroéconomique, l'activité américaine a surpris favorablement, puisque l'indice PMI composite de S&P Global a progressé à 56 en août, son plus haut niveau depuis avril 2022,

grâce à l'accélération des services à 56,8, tandis que l'industrie manufacturière a ralenti à 53,2. Les rendements obligataires restent toutefois élevés, le taux à 30 ans étant remonté autour de 5,28%, effaçant pratiquement la dététe provoquée mercredi par l'annonce du Trésor sur ses rachats d'obligations. L'attention des investisseurs se tournera désormais vers une semaine chargée, marquée notamment par les résultats de Nvidia, le symposium de Jackson Hole et la publication des chiffres de l'inflation PCE américaine, autant de rendez-vous susceptibles de préciser les perspectives de taux et la dynamique des dépenses liées à l'intelligence artificielle. Agence

SÉRIE NOIRE À PARIS

Le CAC 40 foudroyé par les taux et le pétrole

Mauvaise ambiance dans les bureaux de Zonebourse, alors qu'un orage traverse la France annonçant au passage la fin du soleil (et des baignades au lac), notre indice national a signé hier une huitième séance de baisse consécutive. Soit une chute de plus de 3% depuis le sommet historique du 10 août. Juillet et août ont rimé avec insouciance sur la place parisienne. Les investisseurs avaient acheté l'idée d'un ralentissement économique maîtrisé aux États-Unis et en Europe, un scénario idéal pour faire baisser l'inflation sans dégâts majeurs. Côté macro, la trajectoire de désinflation observée au début de l'été laissait entrevoir une politique monétaire nettement plus accommodante de la BCE et de la Fed à la rentrée. Dans le même temps, la saison des résultats a rassuré le marché. Malgré des signaux mitigés en provenance de Chine, plusieurs géants du luxe, de la santé et de la défense ont publié de solides performances, soutenant l'indice, du moins pour un temps. Les déclarations de Donald Trump ont une fois de plus secoué les marchés, alors que le calme revenait à peine au Moyen-Orient. Le risque géopolitique repasse au premier plan : la fin du protocole d'accord temporaire de 60 jours a relancé les incidents armés dans la région. Parallèlement, l'administration américaine

a durci le ton en exigeant (encore une fois) la capitulation sans condition de Téhéran. Donald Trump a même ouvertement menacé Oman de frappes s'il poursuivait ses négociations d'itinéraires avec l'Iran, après avoir affirmé lors d'un discours qu'il déclarerait le détroit d'Ormuz territoire américain une fois la guerre terminée. Ce regain de tensions ravive les craintes d'inflation. Sur le plan macroéconomique, les investisseurs ont désormais intégré le scénario "higher for longer" (des taux élevés pour plus longtemps). Le rendement du bon du Trésor américain à 30 ans a dépassé la barre des 5%, entraînant dans sa hausse les coûts d'emprunt européens et ramenant le rendement de l'OAT française à 10 ans à ses niveaux les plus hauts depuis plusieurs années. Résultat : le marché actions perd nettement en attractivité. Entre un pétrole en roue libre, des banquiers centraux pieds sur le frein et une géopolitique imprévisible, l'illusion d'un atterrissage en douceur s'est envolée avec les températures estivales. Reste à savoir si ce repli de 3% constitue un simple point d'entrée pour les acheteurs de baisse ou le premier acte d'un repricing bien plus profond des actifs risqués. Verdict aux prochains chiffres d'inflation : cette fois, le marché n'aura pas le droit à l'erreur.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Août 2026
Valeur : 26 Août 2026

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8381	132.8531
1	EUR	EURO	155.0486	155.1060
1	GBP	POUND STERLING	181.2005	181.2704
100	JPY	JAPANESE YEN	83.6301	83.6448
1	CNY	CHINESE YUAN	19.7646	19.7689
1	CHF	SWISS FRANC	165.9854	166.0664
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.5042	96.5362
1	DKK	DANISH KRONE	20.7702	20.7742
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0255	14.0296
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2303	14.2594
1	AED	UAE DIRHAM	36.1681	36.1741
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3782	35.3841
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.9795	433.1695
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.4575	45.9144
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3293	14.3309
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9220	21.0294
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3160	3.3263
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.5264	182.5264

MÉTAUX RARES

L'or se stabilise et s'apprête à signer une troisième hausse hebdomadaire consécutive

L'or s'est maintenu vendredi, s'orientant vers une troisième progression hebdomadaire d'affilée, soutenu par l'affaiblissement du dollar et les efforts du Département du Trésor des États-Unis pour contenir les rendements à long terme. FONDAMENTAUX * L'or au comptant était quasi inchangé à 4 514,23 dollars l'once à 00h31 GMT, après avoir atteint son plus haut niveau depuis début juin lors de la séance précédente. Les prix affichent une hausse de 3,2 % sur la semaine. * Les contrats à terme sur l'or

américain se sont stabilisés à 4 571,20 dollars. * Le dollar américain se dirigeait vers une perte hebdomadaire, rendant les matières premières libellées en billets verts moins onéreuses pour les détenteurs d'autres devises. * Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a déclaré jeudi qu'il pourrait accroître davantage les rachats de titres du Trésor par le gouvernement. Le Trésor a annoncé mercredi qu'il doublerait le volume des rachats de titres à longue échéance au cours du prochain trimestre, pour

atteindre au moins 4 milliards de dollars par opération. * Deux responsables de la Réserve fédérale (Fed) ont exprimé leur prudence lorsqu'ils ont été interrogés sur la manière dont les changements de gestion de la dette du Département du Trésor pourraient influencer les choix de politique monétaire de la banque centrale américaine. * Les données ont montré que le nombre d'Américains ayant déposé des demandes d'allocations chômage a reculé la semaine dernière, suggérant que le marché du travail reste stable

malgré une baisse surprise de l'emploi en juillet, ce qui permet à la Fed de maintenir sa priorité sur la maîtrise de l'inflation. * Les marchés évaluent à 64 % la probabilité que la Fed maintienne ses taux inchangés en septembre et à 36 % la probabilité d'une hausse, selon l'outil CME FedWatch. * Bien que l'or soit considéré comme une couverture contre l'instabilité et l'inflation, la hausse des taux d'intérêt pèse sur l'attrait de cet actif ne générant aucun rendement. * Sur le front géopolitique, Scott

Bessent a déclaré que les États-Unis imposeraient « les sanctions les plus sévères de l'histoire » à l'Iran, une mesure qui, selon lui, réduirait la nécessité de nouvelles opérations militaires d'envergure. * Parmi les autres métaux, l'argent au comptant était stable à 68,03 dollars l'once. Le platine a progressé de 0,1 % à 1 846,29 dollars, tandis que le palladium s'est stabilisé à 1 333,11 dollars. Ces trois métaux s'orientent vers des gains hebdomadaires.

Agence

DROITS DE DOUANE

Le Canada riposte, les Etats-Unis menacent de surenchérir

Depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump en janvier 2025, le Canada est en première ligne de la guerre commerciale lancée par le président américain, qui ne cesse de dire qu'il veut faire de son voisin le "51e Etat" américain.

Mais la dégradation de leurs relations depuis un an et demi franchit un nouveau palier, cette salve supplémentaire de surtaxes américaines touchant notamment des produits normalement protégés par l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. "Cela va faire du mal à tout le monde", regrette Stuart Edwards, un Canadien, depuis la ville frontalière de Fort Erie, près des chutes du Niagara. "C'est triste", dit-il à l'AFP, mais "nous allons résister".

"L'Amérique a changé"

"L'Amérique a changé" et "nous ne pouvons pas contrôler la tempête qui souffle depuis Washington", a insisté Mark Carney. Le gouvernement canadien, qui réclamait

une baisse des surtaxes sur les secteurs durement touchés comme l'acier, avait envoyé des signes de bonne volonté, en demandant aux autorités provinciales de mettre fin au boycott des vins et spiritueux américains, revendication centrale de Washington. En vain. Au Canada, l'ensemble de la classe politique a soutenu la décision de rompre les négociations. Il n'en reste pas moins que l'économie canadienne pourrait pâtir durement de ces nouvelles surtaxes et contre-surtaxes, avec les Etats-Unis. Ceux-ci sont, de très loin, le premier partenaire commercial du Canada, les exportations vers ce pays représentant actuellement autour de 70% du total. La Business Roundtable, qui réunit plus de 200 dirigeants de grandes entreprises amé-

ricaines, a appelé les deux gouvernements à "revenir à la table des négociations" et "à lever les droits de douane néfastes", selon une déclaration écrite de son directeur général, Joshua Bolten. Mark Carney a tenté de rassurer les entreprises en annonçant des mesures de soutien "pour la durée qu'il faudra". Elles seront détaillées la semaine prochaine. Depuis son arrivée en mars 2025, Mark Carney tente de réduire la dépendance de son pays à l'égard de son grand voisin en cherchant de nouveaux partenaires commerciaux en Asie ou en Europe. "Nous sommes plus forts maintenant que nous ne l'étions lorsque les Etats-Unis ont entamé cette guerre commerciale. Plus unis, plus déterminés, plus ambitieux", a-t-il affirmé.

SELON L'INDICE PMI

L'activité économique allemande progresse en août

L'activité économique en Allemagne a connu une croissance modeste en août, le redressement de l'industrie manufacturière ayant compensé l'accentuation du repli dans les services, selon une enquête préliminaire publiée vendredi. L'indice composite flash S&P Global pour l'Allemagne a reculé à 51,0 en août contre 51,3 en juillet, tout en se maintenant au-dessus de la barre des 50 qui sépare la croissance de la contraction. Les économistes interrogés par Reuters préoyaient une lecture à 51,3, inchangée par rapport au

mois dernier. L'indice composite suit les secteurs des services et de l'industrie manufacturière qui, ensemble, représentent plus des deux tiers de la plus grande économie de la zone euro. « La reprise dans le secteur manufacturier a repris de la vigueur, après avoir montré des signes d'essoufflement au deuxième trimestre », a déclaré Phil Smith, directeur associé de l'économie chez S&P Global Market Intelligence. L'indice des directeurs d'achat (PMI) manufacturier a grimpé à 54,1 contre 52,2 le mois précédent, atteignant son plus haut niveau en

51 mois. L'activité des services s'est encore affaiblie, l'indice PMI des services tombant à 48,5 contre 49,8, un plus bas de trois mois, marquant un cinquième mois consécutif de baisse et la contraction la plus rapide depuis mai. « Bien que le secteur des services continue de peser sur la croissance, une deuxième légère hausse consécutive des nouvelles commandes et une reprise de l'emploi dans le secteur suggèrent que la situation pourrait bientôt s'améliorer sur le front de l'activité », a ajouté Phil Smith.

L'emploi est resté stable après 26 mois consécutifs de baisse, une légère augmentation des effectifs dans les services ayant coïncidé avec le rythme de suppressions d'emplois en usine le plus faible depuis plus d'un an. Les perspectives des entreprises ont atteint leur plus haut niveau depuis la période précédant immédiatement le déclenchement de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran en février, se situant légèrement au-dessus de la moyenne de long terme, selon l'enquête.

R I.

ESPAGNE

Le déficit commercial bondit à 7,7 milliards d'euros en juin

Le déficit commercial de l'Espagne s'est nettement creusé en juin 2026, sous l'effet d'une progression des importations beaucoup plus rapide que celle des exportations. Selon les données publiées ce mardi par le ministère espagnol de l'Économie, du Commerce et des Entreprises, les exportations de marchandises ont atteint 35,55 milliards d'euros en juin, soit une hausse de 5,3% sur un an. Dans le

même temps, les importations ont progressé de 15,7%, à 43,23 milliards d'euros. Cette évolution a porté le déficit commercial mensuel à 7,69 milliards d'euros, contre 3,59 milliards d'euros en juin 2025. Le déséquilibre a ainsi plus que doublé en l'espace d'un an. Le taux de couverture des importations par les exportations est parallèlement tombé à 82,2%, contre 90,4% un an auparavant. La tendance est

également visible sur l'ensemble du premier semestre. Entre janvier et juin, les exportations espagnoles ont augmenté de 2%, à 201,13 milliards d'euros, tandis que les importations ont progressé de 5,2%, à 233,91 milliards. Le déficit cumulé ressort ainsi à 32,78 milliards d'euros, contre 25,11 milliards sur la même période de 2025.

R I.

ROYAUME-UNI

Le secteur des services rebondit en août, confirmant la résilience de l'économie

Le secteur des services britannique, moteur de l'économie du pays, a connu un redressement inattendu ce mois-ci, selon une enquête publiée vendredi qui vient confirmer les signes de résilience malgré le conflit au Moyen-Orient. L'indice flash S&P Global des directeurs d'achat (PMI) pour les services au Royaume-Uni a progressé pour atteindre un sommet de six mois à 52,8 en août, contre 52,1 en juillet. Ce chiffre est supérieur à toutes les prévisions d'un sondage Reuters, qui tablait sur une baisse à 51,8. Les entreprises ont fait état d'une amélioration des conditions domestiques

— un constat soutenu par les chiffres publiés plus tôt dans la journée montrant que la confiance des consommateurs a atteint ce mois-ci son plus haut niveau depuis août 2024, peu après l'élection du gouvernement travailliste du Premier ministre Keir Starmer. Les enquêtes de vendredi s'ajoutent aux signes d'une vigueur économique surprise, une aubaine pour le successeur de Starmer, Andy Burnham, et pour le ministre des Finances John Healey, qui espèrent déjouer les prévisions de ralentissement après une croissance économique robuste au premier semestre de l'année.

La société de données S&P Global a indiqué que ses chiffres étaient cohérents avec une croissance économique d'environ 0,3 % au troisième trimestre (T3 2024), ce qui se rapprocherait du résultat du deuxième trimestre (T2 2024). « L'expansion est favorisée par une météo clémente et les investissements technologiques, bien que, comme prévu, nous ayons observé un certain ralentissement de la croissance dans le secteur manufacturier à mesure que la constitution de stocks de précaution s'apaise », a déclaré Chris Williamson, économiste d'entreprise principal chez S&P Global.

Les données officielles de la semaine dernière ont également mis en évidence des investissements technologiques solides, alors que le boom de l'intelligence artificielle (IA) se fait de plus en plus ressentir dans la performance économique du Royaume-Uni. Les indices flash PMI des prix d'entrée et de sortie ont partiellement rebondi ce mois-ci après avoir chuté en juillet, reflétant une hausse des prix mondiaux de l'énergie au cours des dernières semaines, alors qu'aucun signe de fin de la guerre en Iran ne se dessine.

Agence

NORVÈGE

Le secteur pétrolier revoit à la hausse ses prévisions d'investissement pour 2026

Les entreprises pétrolières et gazières norvégiennes ont revu à la hausse leurs prévisions d'investissement pour 2026 et 2027 par rapport aux estimations établies il y a trois mois, selon une enquête trimestrielle publiée jeudi. Le plus grand secteur d'activité de ce pays nordique prévoit désormais d'investir 275 milliards de couronnes norvégiennes (28,97 milliards de dollars) en 2026, contre 266 milliards prévus en mai, et par rapport au record de 273 milliards de couronnes atteint l'année dernière, selon l'enquête de l'office des statistiques (SSB). L'année prochaine, les investissements devraient reculer à 227 milliards de couronnes, soit un chiffre supérieur aux 207 milliards de couronnes précédemment estimés, alors qu'une vague de grands projets offshore arrive à son terme et entre en phase de production. "La révision à la hausse des estimations d'investissement pour 2027 s'explique principalement par des estimations de coûts plus élevées pour le forage de production, en particulier dans les champs en exploitation, mais aussi dans le développement des champs", a déclaré le SSB. Le forage de production a également été le principal moteur de la hausse prévue des investissements au cours du second semestre de cette année, les entreprises cherchant à tirer parti de la hausse des prix du pétrole et du gaz. "Le niveau d'investissement au second semestre (de 2026) dans cette catégorie pourrait donc être affecté par les développements géopolitiques au Moyen-Orient", a déclaré le SSB. La Norvège produit plus de 4 millions de barils équivalent-pétrole par jour, répartis à parts presque égales entre le pétrole brut et le gaz naturel. La majeure partie de cette production est exportée vers l'Europe.

Agence

Le prochain PDG d'Apple serait bien plus audacieux et pourrait multiplier les acquisitions

Tim Cook cède la direction générale d'Apple à John Ternus le 1er septembre, après près de quinze ans à ce poste. Bank of America maintient sa recommandation d'achat sur l'action et relève son objectif de cours à 380 dollars, soit environ 325 euros. La banque anticipe une prise de risque accrue sous sa direction, avec de possibles acquisitions.

Le 20 août, l'action Apple était à environ 317 dollars, soit environ 272 euros, en hausse de près de 16 % depuis le début de l'année. Le titre a regagné 4 % lors des deux séances précédentes, sans effacer un retard de 8 % sur son record de juillet. La marque doit présenter sa gamme d'iPhone 18 Pro en septembre, après le succès de l'iPhone 17, dont les ventes ont dépassé de 16 % celles de son prédécesseur lors de son premier trimestre complet. John Ternus, responsable du matériel informatique chez Apple depuis de nombreuses années, prendra la direction générale au moment de ce lancement.

Bank of America table sur un appétit pour le risque plus marqué

L'analyste Wamsi Mohan, de Bank of America, a réitéré sa recommandation d'achat sur Apple et relevé son objectif de cours à 380 dollars, soit environ 325 euros, un potentiel de hausse de près de 20 % par rapport au cours du 20 août. La banque retient, en particulier, l'abandon par Apple de son objectif de trésorerie nette neutre. Bank of America en déduit des dépenses de recherche et développement plus importantes, des investissements en capital accrus et de possibles acquisitions de plus grande envergure, des domaines restés secondaires sous son mandat. Selon Bank of America, John Ternus pourrait pousser Apple plus vite vers de nouvelles catégories, des lunettes à intelligence artificielle aux bagues



connectées, en passant par des AirPods équipés d'une caméra, la domotique, les assistants personnels et la robotique. Connue en interne pour trancher, à la différence de Tim Cook, le futur PDG incarnerait, selon la banque, ce basculement vers davantage d'audace. Apple domine le matériel, les puces, les systèmes d'exploitation et l'architecture de confidentialité, avec un parc installé d'un milliard d'appareils, et consoliderait cette avance en associant ces atouts à l'intelligence artificielle embarquée, un basculement du cloud vers des appareils plus autonomes. Sa taille immense est néanmoins son plus grand obstacle. Avec une capitalisation boursière de plus de 4 600 milliards de dollars, soit environ 3 940 milliards d'euros, d'avantage que le produit intérieur brut an-

nuel de la France, un produit complémentaire réussi compterait moins dans les résultats qu'auparavant. La banque affirme que John Ternus doit préserver ce système rentable, tout en restaurant un esprit de surprise technologique plus marqué.

Quinze ans de records financiers sous Tim Cook

Selon un article de Bloomberg, Apple valait près de 350 milliards de dollars, soit environ 300 milliards d'euros, quand Tim Cook est devenu directeur général en août 2011. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2025 a atteint 416,2 milliards de dollars, soit environ 356 milliards d'euros, contre environ 108 milliards de dollars, soit 92,5 milliards

d'euros, en 2011. Un investissement de 1 000 dollars, soit environ 856 euros, au début de son mandat vaudrait aujourd'hui près de 28 000 dollars, soit environ 24 000 euros, dividendes réinvestis inclus, selon les données de Yahoo Finance.

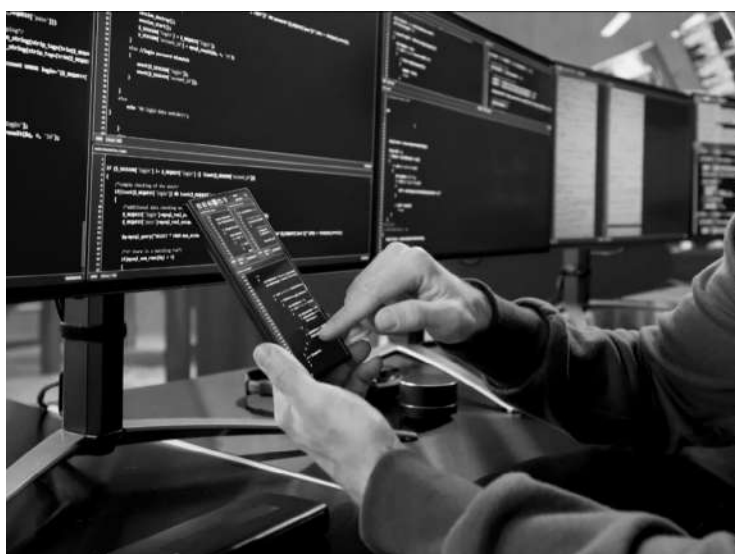
Tim Cook a transformé la machine à produits de Steve Jobs en un moteur de revenus plus large. Les services d'Apple sont devenus une activité annuelle de 109 milliards de dollars, soit environ 93 milliards d'euros, portée par un parc de 2,5 milliards d'appareils actifs, l'Apple Watch, les AirPods et la migration des Mac vers la puce Apple Silicon. Le groupe a par ailleurs consacré plus de 880 milliards de dollars, soit environ 754 milliards d'euros, au rachat de ses propres actions depuis 2012. Lors de l'assemblée générale de Berkshire Hathaway en 2026, Warren Buffett a rappelé que les 35 milliards de dollars investis à l'origine dans Apple, soit environ 30 milliards d'euros, avaient atteint près de 185 milliards de dollars avant impôts, soit environ 158 milliards d'euros.

Le dirigeant sortant a déclaré, lors de sa dernière conférence sur les résultats, que le traitement embarqué est un « atout concurrentiel majeur », tout en reconnaissant une hausse des dépenses liées à l'intelligence artificielle. Il a ajouté que la transition vers John Ternus avançait « sans accroc » et qu'il n'avait « jamais été aussi optimiste ».

Zoom sur les « lookups », ces moteurs où finissent les données piratées des internautes

Un nom, un mail ou un numéro de téléphone tapé dans la bonne case fait ressortir une adresse, un IBAN ou un numéro de sécurité sociale. Ces outils sont des « lookups ». Ils agrègent des bases de données volées lors de piratages réussis. La justice française a ouvert plusieurs enquêtes ces derniers mois à leur sujet.

France-Info a enquêté sur ces outils qui fonctionnent comme un moteur de recherche classique. Leurs bases, en revanche, ne proviennent pas du Web ouvert. Elles proviennent de fuites et de piratages informatiques, parfois de logiciels espions installés à l'insu des victimes. L'utilisateur envoie un e-mail ou un numéro de téléphone. Il reçoit en retour les correspondances trouvées dans des bases compilées au fil des cyberattaques, parfois par milliards de



lignes. Sur Telegram, les opérateurs du bot Lookup revendiquent un accès à plus de 85 milliards

d'enregistrements issus de 3 658 bases compromises.

Un commerce organisé autour de milliards de lignes volées

Le prix d'entrée est dérisoire. Sur ce bot, les mille premières recherches sont gratuites. Au-delà, chaque lot de mille requêtes coûte environ 1 dollar, soit 0,91 euro. Ses opérateurs reversent en outre 20 % de commission sur le premier niveau de parrainage, 5 % sur le second, et revendiquent un accès à plus de 25 milliards d'adresses email, 13 milliards de mots de passe et 11 milliards de numéros de téléphone, en plus d'identités complètes, de documents officiels, d'adresses IP et de plaques d'immatriculation. En France, l'administrateur de Searcher, CryptoCove, faisait la même chose sur son serveur Discord. Il suffisait de taper un nom, un e-mail ou un numéro de téléphone pour obtenir l'IBAN,

l'adresse postale, la date de naissance ou le numéro de sécurité sociale d'une personne. Des dizaines de bases piratées étaient accessibles sur ce serveur. Le pirate Zestix a lui aussi tiré parti de ce marché. Il a acheté des identifiants volés par des logiciels infostealers comme RedLine ou Lumma, conçus pour capturer les mots de passe enregistrés dans un navigateur, avant de s'introduire chez une cinquantaine d'organisations dépourvues de double authentification. La police militaire brésilienne et la compagnie aérienne espagnole Iberia ont fait partie des organisations touchées. Des pirates ont, de la même manière, mis en vente 44,3 millions de dossiers personnels dérobés à France Travail sur le dark web, une réserve directement exploitable par ce type de moteurs.

AVEC SON SALAIRE

Elon Musk évolue dans une autre dimension que les autres patrons de l'automobile

Un salarié médian de Tesla devrait théoriquement travailler plus de 2,5 millions d'années pour atteindre la rémunération attribuée à Elon Musk au titre de 2025. Un chiffre vertigineux, surtout lorsqu'on le compare aux quelques centaines d'années nécessaires chez Ford ou General Motors. Mais derrière cette statistique se cache une mécanique très particulière : Musk ne touche pratiquement rien comme un patron automobile traditionnel.

Les rémunérations des grands patrons de l'automobile atteignent régulièrement des montants capables de faire grincer des dents. Mais les quelques dizaines de millions d'euros ou de dollars accordés aux dirigeants de grands groupes automobiles paraissent presque anecdotiques lorsqu'on regarde du côté de Tesla. Selon les données publiées par l'AFL-CIO, la principale confédération syndicale américaine, la rémunération attribuée à Elon Musk au titre de 2025 atteint 158,36 milliards de dollars, soit environ 136 milliards d'euros. Rapportée à celle d'un salarié médian du constructeur, la comparaison devient franchement vertigineuse. Celui-ci devrait théoriquement travailler plus de 2,5 millions d'années pour atteindre la rémunération attribuée à Elon Musk.

Elon Musk n'a pas touché 158 milliards de dollars

Ce chiffre est totalement délirant mais il faut le prendre avec précaution : Elon Musk n'a évidemment pas reçu un salaire de 158 milliards de dollars sur son compte bancaire en 2025. Dans le détail publié par l'organisation américaine, son salaire proprement dit est même indiqué à... zéro dollar ! Les 158,36 milliards retenus correspondent intégralement à des attributions d'actions, dont la valeur est liée à son plan de rémunération. Comparer directement cette somme au salaire annuel d'un employé revient donc à mettre face à face deux formes de rémunération très différentes. Cela n'enlève rien au caractère spectaculaire du ratio, mais explique pourquoi Tesla atteint des proportions sans com-



mune mesure avec le reste de l'industrie automobile.

Chez Ford et GM, quelques centaines d'années "seulement"

C'est justement en regardant les autres constructeurs américains que l'anomalie Tesla peut être mieux comprise. Selon les données de l'AFL-CIO, Jim Farley a reçu 27,52 millions de dollars chez Ford en 2025, pour un ratio de 295 fois la rémunération médiane de ses salariés. Chez General Motors, Mary Barra atteint 29,90 millions de dollars, soit 333 fois celle du salarié médian. Des sommes déjà considérables, mais qui appartiennent encore à une mécanique de rémunération relativement classique pour les grands dirigeants américains : salaire fixe, actions et primes liées aux performances. Chez Ford, les chiffres publiés par l'AFL-CIO détaillent par exemple 1,7 million de dollars de salaire, près de 18,9 millions d'actions et 5,75 millions de rémunéra-

tion variable. Chez GM, Mary Barra touche 2,1 millions de salaire et plus de 21,6 millions sous forme d'actions. Et l'écart devient encore plus saisissant lorsqu'on traverse l'Atlantique. Oliver Blume a reçu 6,31 millions d'euros en 2025 pour ses fonctions à la tête de Volkswagen et Porsche, hors dépenses de retraite, selon le rapport annuel du groupe allemand. Même en les intégrant, sa rémunération atteint 7,42 millions d'euros. Chez Mercedes, la rémunération cible totale d'Ola Källenius s'élevait à 7,11 millions d'euros en 2025. BMW reste dans des ordres de grandeur comparables. Son système prévoit pour le président du directoire une rémunération cible de plusieurs millions d'euros mêlant fixe, bonus et actions, avec toutefois des plafonds clairement définis. Une partie de la rémunération variable dépend même d'objectifs liés aux ventes de voitures électriques et aux émissions de CO2 de la gamme. Même Stellantis, pourtant régulièrement critiqué en Europe pour les rému-

nérations accordées à ses dirigeants, évolue dans un autre univers. Antonio Filosa dispose d'un salaire annuel de base de 1,8 million de dollars, auquel peuvent s'ajouter bonus, actions et diverses primes. Son bonus annuel cible représente 200 % du salaire et l'attribution annuelle d'actions peut atteindre 500 % de cette base. Des montants déjà considérables, mais qui paraissent presque conventionnels lorsqu'on les compare au cas Musk.

Musk n'est plus vraiment payé comme un patron automobile

C'est finalement là que la comparaison atteint ses limites. Tesla ne rémunère pas seulement Elon Musk pour diriger un constructeur automobile. Son package lie surtout son enrichissement à la création de valeur pour les actionnaires et à l'atteinte d'objectifs particulièrement ambitieux. Une logique qui rapproche davantage Tesla d'une entreprise technologique encore très dépendante de son fondateur. Là où Volkswagen, Ford ou Stellantis peuvent changer de dirigeant sans bouleverser leur identité, Tesla continue d'associer très étroitement son avenir à Elon Musk. Et le phénomène pourrait encore prendre une autre dimension. Le plan approuvé par les actionnaires en novembre 2025 pourrait lui permettre d'obtenir plusieurs centaines de milliards de dollars supplémentaires en actions, à condition d'atteindre les objectifs fixés. Finalement, comparer Musk à Farley, Filosa ou Blume n'est pas vraiment pertinent : dans l'industrie automobile, il y a désormais les patrons de constructeurs... et Elon Musk.

L'un des plus gros rappels automobiles de l'histoire va officiellement débuter

Les autorités chinoises ont décidé de ne pas attendre l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les fameuses poignées de porte intégrées qui seront très encadrées dès l'année prochaine en Chine. Plusieurs constructeurs doivent rappeler des millions de véhicules en Chine alors que plusieurs incidents graves ont eu lieu ces derniers temps. Le plus gros du rappel concerne Tesla, avec près de 3 millions de véhicules en circulation. Les Etats-Unis détiennent probablement jusqu'ici le record des plus gros rappels automobiles, et pour cause : c'est le seul marché majeur mondial à contraindre les constructeurs dans de pareilles situations. En Europe, ils n'ont aucune obligation légale au niveau du continent de faire des rappels en dehors de cas particuliers comme l'affaire Takata qui a représenté des dizaines de millions de véhicules à travers le monde. Mais la Chine pourrait bien faire « concurrence » avec les Etats-Unis puisque l'Etat chinois surveille de plus en

plus près la sécurité des véhicules commercialisés dans un marché qui tend désormais vers la maturité. Et le dernier épisode en date des poignées de porte affleurantes et rétractables, qui auraient causé pas mal de problèmes pour secourir des personnes à bord.

La fin des poignées trop bien cachées

Dès le 1er janvier 2027, la réglementation chinoise imposera aux constructeurs présents en Chine certaines mesures pour éviter la perte de temps en cas d'accident. Les poignées devront donc avoir un système mécanique externe facile à utiliser pour permettre aux occupants intérieurs comme aux secours d'ouvrir la porte facilement, tout particulièrement dans le cas de crash de véhicules électriques avec le risque d'emballlement thermique de la batterie. Précisons que la nouvelle réglementation concerne également les poignées de porte intérieures qui devront être facilement opérables et



visibles. Un cas particulièrement frappant avait d'ailleurs été raconté par Bloomberg il y a un an sur un propriétaire de Tesla Model Y qui avait perdu du temps pour tenter d'ouvrir la portière lors d'un accident.

Les constructeurs déjà au rappel en Chine

Mais la Chine n'a pas attendu l'en-

trée en vigueur de la loi puisque plusieurs grandes marques ont déjà lancé une campagne de rappel commune sur des millions de voitures en circulation dans l'Empire du Milieu. Au total, selon nos calculs, près de 5 millions de voitures seront rapidement rappelés, avec parfois des mises à jour à distance comme chez Tesla. Sur les voitures du constructeur américain, la reprogrammation

permettra d'avoir une ouverture partielle de la vitre en cas d'accident pour faciliter le travail des secours afin d'accéder à l'habitacle du véhicule. Plus cocasse, des stickers indiquant l'emplacement de la poignée de porte à l'intérieur seront apposés par certaines marques, notamment pour les modèles où elles sont de la même couleur que l'habillage de la porte. La liste des marques qui vont rappeler des véhicules est longue : Zeekr, Chery, Leapmotor, Xiaomi bien sûr (les accidents sur le SU7 et ses poignées de porte ont fait l'actualité en Chine) mais aussi Xpeng et Tesla, qui est le plus « contributeur » du rappel avec à lui seul près de 3 millions de voitures à rappeler. Si le rappel ne devrait pas être trop coûteux tant qu'il s'agit de mises à jour et d'autocollants d'identification, on ne peut pas en dire autant de la nécessité de modifier les véhicules et leur système d'ouverture avant le 1er janvier prochain en Chine.

Mots fléchés

[illegible]

Production céréalière record de plus de 1,3 million de quintaux à Médéa

La wilaya de Médéa a enregistré, au cours de la campagne moissons-bat-tage de la saison agricole 2025-2026, une production record de céréales, dépassant 1,3 million de quintaux, selon les informations communiquées dimanche par les services de la wilaya. Les mêmes services ont précisé que, lors d'une réunion de coordination présidée par le wali, M. Djilali Doumi, et consacrée à l'évaluation du bilan de la campagne moissons-bat-tage ainsi qu'aux résultats obtenus en matière de production et de collecte des céréales, le directeur des Services agricoles (DSA), Mahieddine Belhi-mer, a indiqué que la wilaya avait enregistré des résultats records.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 257 blessés en 24 heures

Cinq personnes ont trouvé la mort et 257 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1144 interventions ayant permis de sauver 812 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 297 autres et d'évacuer 33 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant toutefois deux morts par noyade, le premier dans une plage autorisée à la baignade, mais en dehors des horaires de surveillance à Alger et le deuxième dans une plage interdite à la baignade à Mostaganem.

BORDJ BOU ARRERIDJ
Lancement de l'étude hydrogéologique de la source Hammam El Biban

La direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Bordj Bou Arreridj a lancé une opération pour l'étude hydrogéologique de la source Hammam El Biban de la commune d'El M'hir afin d'assurer des données scientifiques et techniques sur cette source naturelle, a-t-on appris dimanche auprès de cette direction. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur de valorisation des potentialités thermales de cette wilaya et de renforcement de ses atouts de tourisme thermique, selon la même source. Cette source est située, à une région montagneuse à proximité de l'auto-route Est-ouest conférant au site des atouts susceptibles d'être valoriser dans le cadre de l'offre touristique de la région, a ajouté la même source. La même direction a souligné que le lancement de l'étude intervient après l'infructuosité d'un précédent appel d'offres nationales pour sélectionner un bureau d'étude qualifié chargé de réaliser une étude hydrogéologique de la source. L'appel requiert de bureaux candidats de disposer des compétences professionnelles, techniques et financières requises en plus d'un agrément dans le domaine hydrogéologique délivré par le ministère de l'Hydraulique et la réalisation précédente d'au moins une étude similaire, a-t-on indiqué. L'étude devra fournir des données précises sur cette source, ses caractéristiques et autres données techniques nécessaires pour sa valorisation, notamment touristique dans le cadre des efforts de développement du tourisme thermique et de diversification touristique, selon la même direction. Un délai de 21 jours a été fixé pour présenter les offres à compter de la parution de l'annonce dans la presse nationale ou le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public et le portail des marchés publics, a-t-on indiqué.

APS

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Lundi 24 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CONTRÔLE COMMERCIAL

Près de 2 millions d'interventions en sept mois

Synthèse S. R.

Le Ministère du Commerce a rendu public un bilan chiffré des opérations de contrôle économique menées durant les sept premiers mois de l'année 2026, faisant état d'une mobilisation soutenue des équipes de contrôle sur le terrain, dans un objectif affiché de protection du consommateur et de lutte contre les pratiques commerciales illicites. Selon ce bilan, 1 920 536 interventions ont été enregistrées entre janvier et juillet 2026, ayant permis de constater 131 519 infractions. Ces constats se sont traduits par l'établissement de 127 150 procès-verbaux transmis à la justice pour poursuites. Les contrôles ont par ailleurs permis de mettre au jour un chiffre d'affaires dissimulé estimé à 17,175 milliards de dinars, ainsi que la saisie de marchandises pour une valeur de 1,087 milliard de dinars. Dans ce même cadre, la fermeture administrative a été proposée pour 8 171 locaux commerciaux, en réponse aux infractions constatées aux règles régissant l'activité commerciale. Ces opérations se sont doublées d'un contrôle renforcé de la conformité des marchandises importées, avec l'inspection de 35 936 cargaisons. Sur ce total, 611 cargaisons ont été refusées pour non-conformité, représentant une quantité globale de 29 934 tonnes, pour une valeur estimée à 23,51 milliards de dinars. Sur le plan analytique, 13 588 échantillons ont été prélevés puis soumis à des analyses en laboratoire afin de vérifier leur conformité aux normes en vigueur, tandis que 106

433 vérifications ont été effectuées à l'aide d'instruments de mesure, dans le cadre du contrôle métrologique. Ce dispositif s'est enfin accompagné d'un volet dédié à la lutte contre la spéculation illicite et les atteintes à la stabilité du marché national : 906 189 interventions ont été recensées à ce titre, débouchant sur la constatation de 15 délits et l'établissement de 15 procès-verbaux à l'encontre des contrevenants. Ce bilan traduit, selon le communiqué, l'ampleur du travail de terrain mené par les services de contrôle, dans le cadre d'une approche articulée autour de la prévention, de la sensibilisation et de la dissuasion, une démarche qui vise, in fine, à protéger la santé du consommateur et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen.

AUTOMOBILE

La situation de Volkswagen est «plus que critique»

Le patron de Volkswagen, Oliver Blume, a prévenu dimanche que le groupe était dans une situation «plus que critique» avant plusieurs réunions avec le personnel au cours desquelles il doit défendre des plans d'économies du géant de la construction automobile. Dans une interview publiée sur l'intranet de l'entreprise et envoyée à l'AFP, Oliver Blume a souligné que Volkswagen et l'ensemble de l'industrie automobile allemande traversaient «la plus grande tourmente de leur histoire», en raison d'une conjoncture mondiale défavorable et de la concurrence chinoise. Le constructeur automobile envisage des suppressions mas-

sives d'emplois et dans les prochains jours, Oliver Blume doit participer à des réunions avec les représentants du personnel au siège de Volkswagen à Wolfsburg et sur ses sites de Zwickau et Emden pour faire une mise à jour des plans de l'entreprise. Le PDG du géant automobile a indiqué qu'aucune décision n'avait été prise concernant la fermeture d'usines. Mais «nous ne voyons actuellement aucun moyen pour que les usines d'Emden, Hanovre, Zwickau et Neckarsulm restent rentables dans les années 2030», a-t-il prévenu. Le plus grand constructeur automobile européen est également confronté au défi que représente

la surproduction de 500.000 véhicules par an en Europe. La fermeture d'usines serait toujours «la dernière solution, et la plus coûteuse», a souligné Oliver Blume. Pour ce qui concerne les sites où la production de voitures deviendrait non rentable, Volkswagen explore d'autres «solutions industrielles», a indiqué Oliver Blume, évoquant des discussions avancées avec des entreprises de l'industrie de la défense pour l'utilisation de son usine d'Osnabrueck. En juillet, Oliver Blume avait présenté des plans d'économies au conseil de surveillance de Volkswagen mais aucune décision n'avait été prise. Les médias allemands avaient rapporté à l'époque que

le gouvernement du Land de Basse-Saxe, qui est un actionnaire majeur du groupe Volkswagen et détient 20% des droits de vote, avait refusé d'approuver ces plans. Le groupe a déjà approuvé la suppression de 50.000 emplois. Selon Oliver Blume, des accords ont déjà été conclus avec 37.000 employés dans ce cadre. «Nous ne pouvons réussir que si tout le monde soutient ce plan», a-t-il affirmé. La présidente du puissant syndicat IG Metall Christiane Benner a critiqué vendredi la direction et averti que les salariés résisteraient à la fermeture d'usines.

Agence

VIGILANCE SÉCHERESSE

Préserver les ressources en eau pour protéger la santé publique

Le ministère de l'Hydraulique et l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) ont appelé, dimanche dans un communiqué conjoint, les citoyens et l'ensemble des acteurs concernés à ancrer durablement les pratiques de rationalisation de l'eau et à les adopter de manière pérenne afin de contribuer à la préservation de la ressource, à la protection de la santé publique et au renforcement de la sécurité sanitaire, soulignant que la préservation de l'eau, en tant que ressource vitale et patrimoine national commun, est une responsabilité individuelle et collective qui exige une utilisation rationnelle et un comportement responsable dans tous les aspects de la vie quotidienne. Le communiqué a précisé que "la disponibilité d'une eau sûre et potable constitue l'un des fondements essentiels pour la protection de la santé humaine, pour l'amélioration de la qualité de vie et pour le soutien au déve-

loppement économique et social. Cependant, cette ressource vitale, longtemps considérée comme abondamment disponible, est aujourd'hui plus vulnérable et davantage soumise à des tensions résultant de facteurs multiples et croissants, notamment l'augmentation des températures, la répétition des vagues de chaleur, la diminution des précipitations et l'aggravation des périodes de sécheresse". L'eau revêt une importance fondamentale pour la santé, la vie quotidienne ainsi que pour le développement économique et social. Dans un contexte marqué par l'intensification des tensions climatiques et hydriques, la sécheresse impose des défis croissants aux ressources disponibles ce qui nécessite un renforcement de la vigilance, l'adoption de comportements responsables et une utilisation rationnelle de l'eau afin d'en garantir la durabilité et préserver ainsi les besoins essentiels de la population.

Selon le communiqué, "la diminution de la disponibilité des ressources en eau ou l'accès limité à une eau salubre en quantité suffisante se traduira par des répercussions environnementales, sanitaires, sociales et économiques. De même, la concomitance des vagues de chaleur et des périodes de sécheresse peut, selon les circonstances, accroître les risques liés à la déshydratation aigue, à l'hyperthermie ainsi qu'à certains risques associés à la qualité de l'eau notamment aux maladies à transmission hydrique, à la sécurité sanitaire et au bien-être du citoyen". Face à ces défis, "il serait impératif de consolider les principes d'une gestion quotidienne et rationnelle de l'eau, celle-ci constituant un élément essentiel de la protection de la santé publique et de la préservation durable des ressources hydriques".

R E/APS